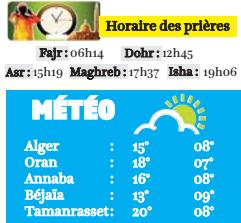


DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 20 décembre 2023 / 7 Djoumada Al thania 1445 - N° 3444 - 11^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



www.dknews-dz.com

ALGÉRIE - KOWEÏT

Le Premier ministre transmet les condoléances du président de la République à l'Emir de l'Etat du Koweït

P.24

SÉMINAIRE DE HAUT NIVEAU SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Le commissaire de l'UA aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité: l'UA est satisfaite des résultats du séminaire d'Oran

P.3

ALGÉRIE - CHINE

Commémoration du 40^e anniversaire de la coopération algéro-chinoise dans le domaine de l'industrie de défense

P.24

3^È ÉDITION DE LA CONFÉRENCE ALGÉRIENNE SUR L'INVESTISSEMENT

L'amélioration du climat des affaires en Algérie mise en avant

Les participants aux travaux de la 3^È édition de la conférence algérienne sur l'investissement (Algeria Investment Conference - AIC) qui ont débuté lundi à Alger, ont relevé l'amélioration du climat des affaires en Algérie, à la faveur des mesures et textes législatifs favorisant l'investissement dans le pays. Dans ce cadre, l'expert économique et membre du groupe de réflexion Filaha Innov (GRFI), Mohamed-Cherif Belmihoub, a souligné que "l'Algérie est le pays le mieux équipé sur le plan énergétique", ce qui encourage les investissements tout autant que les lois qui répondent aux attentes des investisseurs. Intervenant lors d'un panel intitulé: "Stimuler les investissements: Renforcer l'attractivité pour les investissements étrangers et locaux en Algérie", l'ex ministre délégué chargé de la Prospective a estimé que ces facteurs ont contribué à l'amélioration du climat des affaires en Algérie.



ALGÉRIE - NIGERIA

Le projet du gazoduc transsaharien réalise un "progrès significatif" (MAE du Nigeria)

P.24

AGENCE ALGÉRIENNE DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

4651 projets d'investissement enregistrés à fin novembre (DG)

P.6

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Couverture du marché national à hauteur de 70% (ministre)

P.10

SANTÉ

ALZHEIMER
Pourquoi les femmes sont plus à risque que les hommes ?

P.12-13

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE (GR.A/ 4^ÈJ) FUTURE FC-USMA

Les Algérois pour valider leur billet aux quarts de finale

P.21

F T B A L L



TÉLÉCOMMUNICATIONS

Algérie Télécom lance iBox, une solution de stockage de données

P.17

DJELFA

Neige sur les hauteurs de Ben Yakoub

P.2

MASCARA

Inauguration de la 15^e édition du Salon national des arts plastiques

La 15^e édition du Salon national des arts plastiques "Abdelkader Guermaz" a été inaugurée lundi à la Maison de la Culture "Abi Ras Ennaceri" de Mascara, sous le slogan "Les couleurs, fenêtre de l'artiste". Cette manifestation, organisée à l'initiative de l'établissement culturel accueille 34 artistes plasticiens, professionnels et amateurs, représentant 22 wilayas du pays. La première journée de la manifestation a été marquée par l'exposition, au hall de la Maison de la culture, une centaine d'œuvres picturales, ainsi que des sculptures, dont la thématique s'articule sur la mise en valeur des traditions des différentes régions du pays, ainsi que le long combat du peuple algérien pour le recouvrement de son indépendance.

BATNA

Remise de 7 autorisations d'exploitation définitives de projets d'investissement en suspens

Sept (7) autorisations d'exploitation définitives ont été remises à des investisseurs, dimanche soir au siège de la wilaya de Batna, au cours d'une rencontre du wali, Mohamed Benmalek, avec les membres de la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification de l'Assemblée populaire nationale (APN). Les sept autorisations définitives, liées à différents projets d'investissement, notamment la production de médicaments, de lait et ses dérivés, de céramique et de briques, constituent "un premier lot devant être progressivement suivi par la délivrance de 106 autres autorisations d'exploitation définitives au profit d'investisseurs activant dans plusieurs domaines", a déclaré le wali.

BLIDA

Relogement de 36 familles

Les autorités de la wilaya de Blida ont entamé, lundi, la mise en œuvre de la première phase d'une grande opération de relogement visant l'éradication de l'habitat précaire, par le relogement de 36 familles résidantes dans des habitations précaires au lieu dit "Oued Bouroumi", de la commune de Mouzaïa, a-t-on constaté. Trente six (36) familles qui occupaient des habitations précaires érigées sur les berges de l'Oued Bouroumi (Ouest) dans les années 1990 ont été relogées dans des appartements neufs à la cité des 74 logements du pôle urbain "Safsaf", sur les hauteurs de la ville de Meflah, l'extrême-Est de la wilaya, a-t-on appris de la cheffe de la daïra de Blida, chargée de superviser cette opération, Rabia Tebbal.

DJELFA

Neige sur les hauteurs de Ben Yakoub

La neige a recouvert, lundi, de son manteau blanc immaculé, la totalité de la région de Ben Yakoub à l'ouest de la wilaya de Djelfa, a-t-on constaté. Ces premières chutes de neige de la saison ont été favorablement accueillies par les agriculteurs locaux, notamment après le stress hydrique qui a caractérisé le début de la saison agricole, surtout le lancement de la campagne labours-semaines dans la filière céréalière, principalement dépendante des précipitations pluviales dans cette région steppique du pays, exception faite des périmètres irrigués exploitant des systèmes d'irrigation modernes. A noter également que de nombreuses communes, du Nord, Est et Ouest de la wilaya, à l'instar de Hassi Babah, Ain Ouezzara, Dar Chioukh, Sidi Bayzid et Charef ont enregistré d'importantes chutes de pluies au cours des dernières 48 heures, en apportant beaucoup de joie aux agriculteurs de la wilaya.

ORAN

Décès de deux femmes par asphyxie au gaz de monoxyde de carbone

Deux femmes sont mortes, lundi à Oran, par asphyxie au gaz de monoxyde de carbone, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile de la wilaya. Les agents de ce corps sont intervenus aux environs de 8 heures 44 mn pour porter secours à deux personnes asphyxiées par des émanations de monoxyde de carbone provenant d'un chauffe-eau dans une habitation dans la commune d'Oran, a indiqué le chargé d'information, le capitaine Belkacem Abdellah. L'accident a causé la mort de deux femmes âgées de 35 et 63 ans sur place. Les corps des deux victimes ont été déposés à la morgue du CHU "Dr Benzerdjeb Benaouda" d'Oran.

TIPASA

Trois morts et deux blessés dans un accident de la route

Trois personnes sont décédées et deux autres ont été blessées dans un accident de la route survenu, lundi soir, sur la voie express Tipasa-Cherchell, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. Les services de la Protection civile sont intervenus lundi soir suite à une collision entre un véhicule touristique et un camion remorque sur la voie express Tipasa-Cherchell, au niveau du ravin de l'entrée ouest de la ville de Tipasa, ayant fait trois morts, ajoute la même source. Les éléments de la Protection civile ont également prodigué les premiers secours à deux blessés, avant de procéder à leur transfert vers l'hôpital de Tipasa pour recevoir les soins nécessaires, note le communiqué. A cet effet, les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête judiciaire pour déterminer les circonstances de cet accident mortel.

SONELGAZ

Ouverture des plis relatifs aux offres financières du projet "Solar1000 MW"

Le Groupe Sonelgaz a procédé, lundi à Alger, à l'ouverture des plis relatifs aux offres financières concernant l'appel d'offre national et international lancé pour la réalisation du projet de production de 1000 MW d'énergie solaire photovoltaïque "Solar1000 MW". L'ouverture des plis s'est déroulée en présence du PDG de Sonelgaz-Engineering, Yazid Djellouli, du Directeur général de Shaems Djazaïr, Bellâche Lounes, et de la directrice des activités de production et d'engineering à la direction générale du groupe Sonelgaz, Ouidad Hamroun ainsi que des représentants des entreprises soumissionnaires. Le nombre des offres s'est établi à 41 offres sur 43 acceptées lors de l'opération d'ouverture des plis des offres techniques, et ce suite à l'annulation de deux offres car ne répondant pas aux conditions légales.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Un mort et 104 blessés en zones urbaines le week-end dernier

Une personne a trouvé la mort et 104 autres ont été blessées dans 81 accidents de la circulation enregistrés par les services de la Sécurité nationale au niveau des zones urbaines les 15 et 16 décembre, a indiqué lundi un communiqué des mêmes services. Selon les données des services spécialisés de la Sécurité nationale, le facteur humain reste la principale cause de ces accidents. Dans ce cadre, la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) appelle les usagers de la voie publique à la prudence et au respect du code de la route, rappelant les numéros vert 1548 et de secours 17 mis à la disposition des citoyens pour tout signalement 24/24h.

OUM EL-BOUAGHI

La station d'épuration des eaux usées d'Ain M'lila opérationnelle bientôt (ONA)

La station d'épuration des eaux usées d'Ain M'lila (Oum El-Bouaghi) sera opérationnelle "avant la fin de l'année 2023", apprend-on lundi auprès du directeur de l'unité locale de l'Office national d'assainissement (ONA), Hamza Gueram. Cette station réalisée sur 10 hectares par une entreprise privée au titre d'une opération du programme sectoriel mobilisant une enveloppe financière de plus de 20 millions DA est entrée en phase des tests en mai passé, a précisé le même responsable à l'APS. La station dispose d'une capacité de traitement de 25.000 m³ par jour soit les quantités d'eau usée rejetées par près de 163.000 habitants des communes d'Ain M'lila et Ouled Kacem, selon la même source.

ROUMANIE

Effondrement partiel d'un internat : un lycéen mort, quatre blessés

Un lycéen a été tué lundi et trois ont été blessés, dont un grièvement, dans l'effondrement partiel de leur internat dans le centre de la Roumanie, ont indiqué les services de secours. Les causes de l'accident dans l'internat du lycée de Odorheiu Secuiesc, en Transylvanie, n'ont pour l'instant pas été déterminées. L'internat, centenaire et propriété de l'église catholique, accueillait habituellement une centaine d'élèves, a précisé le chef de l'inspection scolaire locale, cité par les médias. Des travaux ont récemment été effectués dans l'une des cours de l'établissement afin de raccorder le bâtiment au réseau d'égouts de la ville, ont précisé des médias locaux, citant le bureau du maire. "Cette tragédie nous rappelle brutalement que la sécurité des écoles doit être une priorité absolue", a posté le président roumain Klaus Iohannis sur Facebook. Il a demandé qu'une enquête soit ouverte pour élucider les causes de la catastrophe et que d'éventuels responsables soient punis.

MOSTAGANEM

Démantèlement de deux réseaux d'émigration clandestine

La brigade de lutte contre le trafic de migrants et la traite d'êtres humains, relevant de la Sécurité de la wilaya de Mostaganem, a réussi à neutraliser deux réseaux spécialisés dans l'organisation des traversées clandestines par mer et dans l'escroquerie, a-t-on appris lundi de ce corps de sécurité.

La première opération est intervenue à la suite de plusieurs plaintes émanant de citoyens parvenues à la cette brigade, dont celle du parent d'un jeune homme ayant été victime des agissements de ce réseau, dont les membres lui avaient promis de "l'aider" à quitter clandestinement le territoire national à partir de l'une des plages de la wilaya de Mostaganem, contre le versement d'un somme de 400.000 dinars, a-t-on indiqué de même source. La deuxième opération a été engagée suite à une autre plainte d'un citoyen, se disant également victime d'escroquerie de la part d'un groupe de malfaiteurs qui lui avaient promis, contre le versement d'une somme de 300.000 DA, de l'aider à rejoindre l'autre rive de la Méditerranée, selon la même source.

ADRAR

Saisie de quantités importantes de produits pyrotechniques

Les services des douanes ont procédé, dans le cadre de la lutte contre la contrebande, à la saisie de quantités importantes de produits pyrotechniques, indique, lundi, un communiqué de la Direction générale des douanes (DGD). "Dans le cadre des missions de protection assignées aux douanes algériennes en coordination avec les services de sécurité, les agents de la brigade polyvalente des douanes de Reggane relevant des services de l'Inspection divisionnaire des douanes d'Adrar, dans le territoire de compétence de la direction régionale des douanes de Béchar, ont procédé lors d'une opération conjointe avec les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et de la Gendarmerie nationale, à la mise en échec d'une opération de contrebande qui s'est soldée par la saisie de 11.200 unités de fumigènes, 15.360 unités de pétards et 348.000 boîtes d'allumettes".

KHENCHELA

Saisie de psychotropes

Les éléments de la brigade mobile de police judiciaire (BMPJ) de Chechar (Khenchela) ont saisi 135.000 comprimés psychotropes et arrêté un individu repris de justice, a-t-on appris, lundi, auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Selon cette source, les policiers ont agi à la suite d'informations faisant état de la présence d'un groupe criminel dont les membres sont originaires d'une wilaya limitrophe, s'apprêtant à faire transiter une quantité importante de substances psychotropes à bord d'un véhicule de tourisme.

Munis de cette information, les éléments de la BMPJ, ont dressé un barrage près du village d'Ain Lahma, dans la commune de Babar, où ils ont fait signe au véhicule suspect, dûment identifié entre-temps, de s'arrêter, essayant un refus du conducteur qui tenta de s'enfuir à la vue des policiers.

A la suite d'une brève course-poursuite, le véhicule suspect a fini par être rattrapé et fouillé, a-t-on ajouté, soulignant que la fouille de la voiture en question a permis de découvrir, cachés dans le coffre arrière, les 135.000 comprimés psychotropes qui ont aussitôt été saisis, et le conducteur, âgé de 37 ans, arrêté.

SÉMINAIRE DE HAUT NIVEAU SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Clôture de la 10ème session à Oran

Les travaux du 10ème séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique ont été clôturés lundi à Oran.

Ce séminaire a connu la présence du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et des Gambiens à l'étranger, Mamadou Tangara, qui est le président du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine pour le mois de décembre en cours, ainsi que le commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, l'Ambassadeur Bankole Adeoye, le ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Intégration régionale de la République du Ghana et Coordonnateur des membres africains au Conseil de sécurité de l'ONU, Kwaku Ampa Twum-Sarpong. Cette rencontre a vu également une participation de haut niveau, notamment ministérielle, d'Etats membres du Conseil de la paix et de la sécurité de l'Union africaine (UA), ainsi que des membres africains du Conseil de sécurité des Nations Unies, en plus d'experts et de hauts représentants d'instances africaines et de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Le premier jour de cette réunion, deux tables rondes de haut niveau étaient au programme, la première sur "Le dixième anniversaire du Séminaire de haut niveau : le rôle du Conseil de paix et de sécurité et des trois Etats dans le renforcement de la voix de l'Afrique sur la paix et la sécurité à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations Unies : que devons-



nous encore faire ?" La deuxième table ronde de haut niveau était intitulée "Le retour des changements anticonstitution-

nels des gouvernements en Afrique : perspectives mondiales, réponses et implications sur le Groupe A3". La deuxième et dernière journée du séminaire a été consacrée au thème : "Mise à jour sur le projet de résolution des Nations Unies visant à financer les opérations de soutien à la paix avec un mandat de l'Union africaine, Coordonnateur A3", ainsi qu'à la présentation du "projet final du guide sur les modalités de coordination et de coopération entre le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et les membres africains du Conseil de sécurité aux Nations Unies".

L'Algérie a participé à ce rendez-vous en tant que pays hôte et initiateur du séminaire d'Oran, d'une part, et comme membre non-permanent entrant au Conseil de sécurité, d'autre part.

Le séminaire a rassemblé les membres du Conseil de la paix et de la sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), les membres africains actuels, entrants et sortants du Conseil de sécurité des Nations Unies (A3), la Guyane, représentant de l'Amérique latine et des Caraïbes au Conseil de sécurité dans le cadre du mécanisme connu sous le nom d'A3+, les représentants de la Commission de l'UA et de l'ONU, ainsi que les fondateurs, amis et partenaires du séminaire, qui célèbre cette année son 10e anniversaire.

Le commissaire de l'UA aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité : l'UA est satisfaite des résultats du séminaire d'Oran

Le Commissaire de l'Union africaine aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité Bankole Adeoye a affirmé lundi à Oran que l'Union africaine était "satisfait" des délibérations et résultats du 10e Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique abritée par la capitale de l'Ouest du pays.

Bankole Adeoye a indiqué, lors de la séance de clôture de ce séminaire de deux jours, que les délibérations du 10e Séminaire d'Oran ont été "fructueuses, en traitant des questions d'impact sur le continent africain et en insistant sur la nécessité de chercher des solutions africaines aux questions des pays africains". Il a ajouté que le Processus d'Oran, qui célèbre aujourd'hui dix ans de sa création, est "une réussite et une occasion pour débattre des différentes questions liées à la

paix, à la sécurité et au développement durable en Afrique". Le même responsable a souligné que "le continent africain, qui est confronté à des conjonctures difficiles et enjeux décisifs, est clairement déterminé à prendre les choses en main, en s'appuyant sur la détermination des 55 Etats membres de l'Union africaine qui cherchent à faire de l'Afrique un endroit meilleur en promouvant les valeurs démocratiques et la bonne gouvernance". Le commissaire de l'UA aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité a déclaré que "nous pouvons dire que l'Afrique est actuellement sur la bonne voie et est déterminée à poursuivre à œuvrer pour construire une paix durable dans les pays du continent et est déterminée à réaliser l'Agenda 2063, conformément à la vision des dirigeants de

l'Union africaine pour une Afrique forte".

M. Adeoye a appelé l'Algérie et la Sierra Leone, qui rejoindront le Zimbabwe en tant que membres africains du Conseil de sécurité de l'ONU, début 2024, à continuer à défendre les questions africaines dans les enceintes internationales, notamment au Conseil de sécurité de l'ONU, et à accroître la coordination et la coopération entre le groupe des A3 des pays africains membres au Conseil de sécurité et au Conseil de la paix et la sécurité en Afrique. De son côté, le ministre délégué aux Relations extérieures et à l'intégration territoriale du Ghana, Kwaku Ampa Twum-Sarpong, a affirmé dans un discours, lors de la séance de clôture, au nom du Ghana et au nom du président du Conseil de paix et de sécurité en Afrique, que les discussions

approfondies qui ont prévalu lors des sessions du Séminaire de haut niveau d'Oran sur la paix et la sécurité en Afrique, "témoignent de l'engagement du Conseil de paix et de sécurité en Afrique à assumer sa responsabilité dans l'établissement de la stabilité sur le continent africain, en soutenant les aspirations communes à une paix durable, et une tolérance zéro absolue pour les changements anticonstitutionnels de gouvernement". M. Kawaky Ampa Twum-Sarpong a ajouté que son pays, qui a eu l'opportunité de devenir membre du Conseil de sécurité de l'ONU, souhaite un "bon mandat" pour l'Algérie et la Sierra Leone au sein de cette instance internationale et qu'il est prêt à apporter son soutien aux Pays africains membres du Conseil de sécurité.

Paix et sécurité en Afrique : le séminaire d'Oran a été une occasion pour évaluer les progrès réalisés et les efforts à consentir (Attaf)

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a souligné lundi à Oran que la 10e session du Séminaire de haut niveau sur la sécurité et la paix en Afrique a été une occasion unique en son genre pour évaluer les progrès réalisés en dix ans et les efforts attendus dans les étapes à venir.

Dans une déclaration de presse à la clôture de ce séminaire international, qui a duré deux jours, M.

Attaf a indiqué qu'il s'agit d'une aubaine pour passer en revue les progrès que nous avons réalisés au cours d'une décennie et de mettre toute la lumière sur les efforts à consentir dans les étapes à venir pour atteindre les objectifs souhaités.

Et d'ajouter : "l'importance de cette session réside dans le fait que l'Algérie, qui est considérée comme l'un des fondateurs de ce processus et l'un de ses plus importants soutiens, aura l'honneur de représenter le continent africain au Conseil de sécurité, à partir du 1er janvier prochain, ce qui lui donnera la possibilité de contribuer directement, grâce à ce statut, à unifier la voix africaine et à renforcer son influence dans les prises de décisions qui concernent la paix et la sécurité en Afrique".

Il a également souligné que la réussite de cette dixième édition s'est traduite sur trois volets, à commencer par le niveau de participation, puisqu'elle a enregistré la présence de tous les membres du Conseil de paix et de sécurité africain, des membres africains du Conseil de sécurité des Nations unies, aussi bien les anciens, les actuels et les futurs membres, ainsi que les hauts responsables de la Commission de l'Union africaine et des Nations unies.

Les organisations spécialisées, telles que l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et les pays partenaires qui soutiennent ce processus, comme la Norvège, la Suisse et le Danemark, ont également marqué leur présence au Séminaire. Quant au

deuxième volet, il s'incarne dans l'importance des dossiers inscrits à l'ordre du jour de cette session, qui ont été discutés et débattus avec beaucoup de détails et d'attention, car ce séminaire a constitué une opportunité pour les nouveaux membres du Conseil de sécurité, comme l'Algérie et la Sierra Leone, de s'inspirer des expériences de leurs prédecesseurs africains dans cet organe, a ajouté le ministre. "Les nouveaux membres vont œuvrer à améliorer les méthodes et mécanismes de coordination avec divers organes de l'Union africaine, en tête le Conseil de paix et de sécurité, pour adopter des mesures communes cohérentes qui seront défendues au Conseil de sécurité de l'ONU", a-t-il insisté. D'autre part, le rendez-vous d'Oran a été un large espace pour examiner les défis les plus importants auxquels sont confrontées la paix et la sécurité en Afrique à l'heure actuelle, notamment la dangereuse vague de changements anticonstitutionnels de gouvernements et les perspectives d'y mettre un terme, la propagation inquiétante du fléau de la criminalité organisée et les moyens d'y faire face, tout en tenant compte des répercussions engendrées par le contexte international mouvementé à différents niveaux en raison du climat de polarisation qui prévaut sur la scène internationale.

S'agissant du troisième volet, le ministre a expliqué qu'il se résume dans l'importance des recommandations qui ont résulté des travaux de ce 10e séminaire relatives à la matérialisation de nouvelles voies et méthodes de travail à même de permettre d'avoir une influence du Continent sur le Conseil de sécurité ou en termes d'adoption de mesures concrètes à même de contribuer à l'émergence d'une nouvelle vague d'opérations de préservation de la paix en Afrique conçue par l'Afrique et financée par l'ONU".

M. Attaf a, en outre, assuré que "de nombreuses idées ont été approuvées et qui seront présentées aux dirigeants africains à propos des moyens visant le renforcement de la politique continentale à prôner pour faire face au fléau des changements anticonstitutionnels dans les gouvernements".

Au passage, le ministre a noté que les trois volets en question "ont traduit l'attachement de tous au processus d'Oran comme cadre effectif et large espace d'inter-coordination, d'unifier les positions et de renforcer les efforts collectifs africains conjointement, hisser les intérêts, les préoccupations et les priorités de notre continent africain sur la scène internationale".

Il a également réitéré l'engagement de l'Algérie pris par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, d'être l'une des voix sincères au service de l'Afrique au Conseil de sécurité et d'avoir à cœur de bien la représenter et de travailler dur pour défendre les intérêts du Continent et les aspirations des pays africains communs.

L'Algérie est également toujours attachée aux principes et valeurs, ainsi qu'aux ambitions et aspirations africaines inscrites dans la charte constitutive de l'Union africaine, tout en campant sur ses positions et poursuivant ses efforts avec la nécessité, voire l'obligation, de matérialiser et d'activer des solutions africaines aux problèmes africains, a-t-il ajouté.

Ce sont autant de convictions fermes, qui s'inscrivent parmi les constantes de la politique étrangère de notre pays dans sa dimension africaine, laquelle dimension n'a cessé de se renforcer sous la direction du Président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune", a encore déclaré le ministre.

De son côté, le ministre d'Etat ougandais aux Affaires étrangères, John Mulimba, a mis en valeur dans son discours l'importance du Séminaire dans la réalisation des aspirations du continent en matière de paix et de développement, saluant le franc succès qu'il a connu à tous les niveaux.

La présence militaire étrangère en Afrique n'a pas aidé dans la lutte contre le terrorisme (expert)

Le directeur du Centre d'études et de recherches sur le terrorisme de l'Union africaine, Idriss Lallali, a affirmé lundi à Oran que la présence militaire étrangère en Afrique n'a pas eu de résultats positifs dans la lutte contre le terrorisme. M. Lallali a souligné, dans une déclaration en marge du 10e Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique (processus Oran-2023), qui se poursuit pour le deuxième et dernier jour à Oran, que "la présence militaire étrangère en Afrique n'a pas eu des résultats positifs dans la lutte contre le terrorisme", estimant qu'il valait mieux que les pays africains "s'engagent eux-mêmes à résoudre les problèmes de sécurité, notamment en luttant contre les groupes terroristes, comme au Mali, au Burkina Faso et au Niger". Le même responsable a ajouté qu'il s'attendait, en 2024, à "une baisse du nombre d'opérations terroristes et celui des victimes", faisant remarquer que "les actes terroristes en Afrique ont augmenté en intensité, durant l'année en cours, passant quotidiennement de quatre, il y a six ans, à huit en 2023".

Et de poursuivre: "le nombre des victimes des opérations terroristes en Afrique est passé de 28 personnes tuées quotidiennement, il y a six ans, à 44 en 2023", notant que "l'ampleur du terrorisme en Afrique s'est élargie, notamment dans les pays du Sahel, ainsi que dans le Golfe de Guinée, comme au Togo, au Bénin et au Ghana".

Le directeur du Centre d'études et de recherches sur le terrorisme de l'UA a, en outre, fait savoir que "le Processus Oran-2023 est devenu une plateforme charnière pour renforcer la coopération entre les pays africains dans le domaine de la sécurité et de la paix dans le continent africain".

Il a, à ce propos, qualifié l'Algérie de "modèle dans le monde en matière de lutte contre le terrorisme, après avoir réussi à éliminer et neutraliser toutes les menaces terroristes", ajoutant que l'UA considère l'expérience algérienne dans ce registre comme "pionnière" et qui mérite d'être "imitée" par les pays africains.

CONSEIL NATIONAL DES DROITS DE L'HOMME

Le président reçoit l'ambassadeur de France en Algérie...

Le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Abdelmadjid Zaalani, a reçu l'ambassadeur de France en Algérie, Stéphane Romalet, qui lui a rendu une visite de courtoisie, indique lundi un communiqué du CNDH.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont convenu de "renforcer les liens de coopération entre le CNDH et son homologue français, à même de favoriser l'échange d'expériences en matière de protection des droits de l'Homme", précise la même source.

A cette occasion, M. Zaalani a présenté "un aperçu sur le système des droits de l'homme en Algérie", soulignant que ce système avait connu "plusieurs mutations pour être en harmonie avec les Principes de Paris sur les droits de l'Homme, pour s'ériger, aujourd'hui, en institution consultative constitutionnelle

appelée le Conseil national des droits de l'homme".

Il a indiqué, en outre, que la composante actuelle du Conseil qui compte 38 membres, "incarne véritablement les principes de diversité sociale, institutionnelle et d'équité", ajoutant que les membres "sont sélectionnés, à travers un mécanisme institutionnel indépendant, pour des critères de compétence et d'intégrité".

Après avoir rappelé que l'amendement constitutionnel de 2020 avait ouvert d'"importants chantiers de réformes en renforçant les nouveaux acquis, y compris les principes fondamentaux



des droits de l'Homme", M. Zaalani a souligné que l'arsenal juridique en Algérie "se renforce jour

après jour avec des lois visant à soutenir les droits et libertés garantis par la Constitution".

De son côté, l'ambassadeur français a mis en avant l'importance que revêt sa visite au CNDH en "découvrant les missions et les mécanismes de travail de cette institution constitutionnelle aux nobles missions, en sus de prendre connaissance des étapes franchies par l'Algérie dans la consécration des principes des droits de l'Homme". Il s'est également arrêté sur "les étapes importantes franchies par l'Algérie tout au long de son histoire", lesquelles l'ont placée "face à des défis qu'elle a su relever et qui ont fait d'elle un pays pleinement conscient de l'importance de préserver ses acquis".

... et la représentante du bureau de l'UNICEF en Algérie

Le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Abdelmadjid Zaalani a reçu, lundi, la représentante du bureau du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) en Algérie, Katarina Johansson, indique un communiqué du CNDH. Lors de cette rencontre, M. Zaalani a souligné l'engagement du CNDH à "renforcer tout ce qui contribue à garantir la protection et la promotion des droits de l'enfant", à travers la "mise en place de programmes interactifs avec les différentes parties concernées".

Il a mis en avant dans ce contexte la programmation de visites aux centres spé-

cialisés pour l'enfance dans le cadre des sorties sur le terrain, ainsi que la participation à toutes les activités et ateliers d'évaluation de la réalité de l'enfance en Algérie". Le CNDH œuvre, à travers sa commission permanente de la femme, de l'enfant et des personnes vulnérables, à examiner le cadre juridique des droits de l'enfant et la réalité de l'enfance à l'effet de promouvoir et de protéger ces droits. Pour sa part, Mme Johansson a exprimé sa volonté "d'examiner les moyens de coopération entre le CNDH et l'UNICEF dans le cadre du programme de partenariat 2023-2027", soulignant que "les autorités algé-

riennes ont pris toutes les mesures visant à assurer le bien-être de l'enfant à travers des politiques sociales conformes aux objectifs du millénaire pour le développement durable des Nations Unies".

Par ailleurs, les deux parties ont convenu de "cordonnaient leurs efforts au sein d'un groupe de travail conjoint entre le CNDH, à travers sa commission chargée des droits de l'enfant et le bureau de l'UNICEF en Algérie en vue de formuler des clauses à même de fixer un calendrier conjoint conforme aux priorités déterminées par le présent accord".

A cet égard, M. Zaalani a mis en exergue

la détermination du conseil à "intensifier ses efforts à travers les visites qui seront programmées en coordination avec les services du ministère de l'Education nationale au niveau des établissement éducatifs des trois cycles, à compter du mois de janvier 2024" et ce dans le but "d'évaluer le droit à l'éducation et à l'emploi". Il a également souligné que "le bilan des travaux accomplis dans ce cadre fera l'objet de recommandations qui seront introduites par le conseil dans son rapport annuel soumis au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", conclut le communiqué.

HYDRAULIQUE

Nécessité d'exploitation optimale des eaux épurées dans les domaines agricole et industriel (ministre)



Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a insisté, lundi à Tissemsilt, sur la nécessité d'une exploitation optimale des eaux épurées dans les stations de traitement et d'épuration (STEP) en les dirigeant vers des usages agricoles et d'arrosage des espaces verts et également à des fins industrielles.

Inspectant la station de traitement et d'épuration des eaux usées (STEP) de la commune de Tissemsilt dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a déclaré "nous avons atteint, par le biais des stations implantées à travers le pays, les objectifs sanitaire et environnemental. Néanmoins, il nous faut maintenant atteindre l'objectif économique, qui doit être matérialisé dans l'orientation des eaux épurées vers l'irrigation agricole ou un usage industriel".

M. Derbal a indiqué que son département ministériel œuvre à mettre en exécution les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, prises lors du Conseil des ministres, tenu en novembre dernier, portant sur la réutilisation de 60 pour cent des eaux épurées au lieu des 10 pc actuellement, tout en assurant que les ressources financières nécessaires pour réaliser cet objectif sont disponibles. Le ministère entend concrétiser une vision intégrée dans ce sens, de-

puis l'implantation des stations passant par leur bonne gestion jusqu'à la réutilisation des eaux qui en résulte et ce, en impliquant tous acteurs dont les agriculteurs et les industriels, "car la réutilisation des eaux est elle-même une stratégie et peut être une solution alternative à l'utilisation des eaux conventionnelles", a-t-il souligné. En d'autres termes, les eaux destinées actuellement à l'agriculture doivent servir à l'approvisionnement des populations, selon le ministre. Dans le même sillage, il a valorisé les activités de cette station que gère l'unité de l'Office national d'assainissement (ONA) et qui traite 27.000 mètres cubes, avec un total de 3,1 millions m³ par an, soit l'équivalent de 39 pc de sa capacité, sachant que ces eaux seront orientées pour irriguer un pérимètre agricole qui s'étend sur une superficie de 300 hectares. Il a été décidé, lors d'une réunion de coordination tenue au siège de la wilaya à la faveur de sa visite, à laquelle ont pris part les autorités locales et des directeurs centraux du ministère, de faire le point de l'état d'avancement des projets dont a bénéficié la wilaya dans le cadre du programme complémentaire, ainsi que l'organisation de réunions mensuelles pour accélérer le rythme des travaux qui sont hors normes, selon M. Derbal.

Ces réunions qui seront présidées par le wali seront élargies aux directeurs de l'Algérienne des eaux" (ADE), de l'Office national de l'assainissement (ONA) et de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) pour trouver des solutions immédiates aux problèmes soulevés sur la base des observations faites lors des sorties sur le terrain organisées en marge des réunions. Le ministre a fait observer que 50 pc des projets inscrits à l'actif de la wilaya dans le cadre de ce programme sont liés au secteur de l'hydraulique, dotés de plus de 20 milliards DA. Ainsi, les insuffisances enregistrées devront être rattrapées dans les plus brefs délais tout en surmontant les difficultés par la mobilisation des entreprises de réalisation. Le ministre a procédé, à l'issue de sa visite, à la mise en service de deux projets d'alimentation de la population en eau potable, le premier concerne un réservoir d'eau d'une capacité de 1.000 mètres cubes à haï "Es-Safah" sur les hauteurs du chef-lieu de la wilaya. Le second consiste à approvisionner 990 citoyens du groupement d'habitat "Nouasser" relevant de la commune d'Ammari, en eau potable par la réalisation d'un réservoir d'eau et d'un réseau de distribution, dans le cadre du programme complémentaire.

APS

TRAUX PUBLICS

Rekhroukh reçoit deux délégations parlementaires représentant les wilayas de Skikda et de Chlef

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh a reçu, lundi à Alger, deux délégations des deux chambres du Parlement représentant les wilayas de Skikda et de Chlef pour écouter leurs préoccupations liées à son secteur au niveau de ces wilayas, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, qui s'est déroulée au siège du ministère en présence de ses cadres centraux, s'inscrit dans le cadre "de la série de rencontres périodiques que le ministre consacre aux représentants du peuple pour écouter leurs préoccupations liées au secteur des Travaux publics et des Infrastructures de base, et ce en vue d'assurer la réalisation d'un développement équilibré et d'y améliorer le cadre de vie du citoyen". Lors de la première rencontre, le ministre a écouté les préoccupations soulevées par les parlementaires représentant la wilaya de Skikda, en ce qui concerne la réalisation, la modernisation et la réhabilitation du réseau routier notamment les routes nationales (RN) et chemins de wilaya (CW), ainsi que les dédoublements des grands axes en vue de les relier à l'autoroute Est-Ouest, outre les projets ayant trait au développement des infrastructures portuaires à l'instar du port de Skikda et des projets des lignes ferroviaires, selon la même source. M. Rekhroukh a, par là même, donné des explications en réponse aux questions soulevées, citant une batterie de projets d'envergure prévus dans la wilaya, affirmant tenir compte de toutes les préoccupations qui seront examinées avant de prendre les mesures nécessaires dans le cadre d'une approche stratégique inclusive, précise le communiqué. Lors de la deuxième rencontre qui s'est déroulée avec la participation du Directeur des Travaux publics de la wilaya de Chlef par visioconférence, M. Rekhroukh a écouté les préoccupations soulevées par les parlementaires notamment celles relatives aux projets de modernisation et de réhabilitation du réseau routier. Autres points abordés lors de cette rencontre, le renforcement des infrastructures ferroviaires et la sécurisation des routes au niveau des zones urbaines, à même de fluidifier le trafic routier. Le ministre s'est, également, engagé à poursuivre les efforts et à mobiliser les moyens nécessaires pour une prise en charge concrète des préoccupations soulevées, en fonction des priorités définies et des potentialités disponibles, conclut le communiqué.

SÉTIF

Vers la relance du projet de 4.675 logements promotionnels au pôle urbain Chouf Lekdad (wilaya)

Les services de la wilaya de Sétif œuvrent à relancer les travaux du projet de 4.675 logements promotionnels au pôle urbain Chouf Lekdad au chef-lieu de wilaya à l'arrêt depuis 2022, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

Le wali, Mustapha Limani a rencontré hier, dimanche au siège de la wilaya 76 promoteurs immobiliers concernés par la concrétisation de cette opération en vue de lever les contraintes et les difficultés rencontrées pour relancer les travaux à l'arrêt au niveau de ce projet. La rencontre à laquelle ont assisté le chef daïra de Sétif, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Sétif et les directeurs de l'exécutif concernés, a permis de mettre la lumière sur les différentes préoccupations des promoteurs immobiliers et les causes de l'arrêt du projet en rapport, notamment avec l'octroi des permis de construire et les actes de concession, a ajouté la même source. Dans ce cadre, le chef de l'exécutif local a indiqué que la rencontre a



pour objectif de "trouver les solutions réglementaires adéquates qui permettent le lancement de ce projet important". A cette occasion, il a insisté sur l'importance de poursuivre ce genre de rencontres avec les promoteurs immobiliers et évoquer tous les

ceci important projet de logement comptant 4.675 unités, a ajouté la même source.

Selon les services de la wilaya, le chef de l'exécutif local a insisté sur l'importance de poursuivre ce genre de rencontres avec les promoteurs immobiliers et évoquer tous les

détails et étudier les différentes solutions possibles jusqu'à la levée de l'ensemble des contraintes.

De sa part, le président de l'association des promoteurs immobiliers au niveau du pôle urbain Chouf Lekdad, Djamel Malek a indiqué à l'APS que ce genre de rencontres donnera lieu à des solutions réglementaires pour la relance du projet, ajoutant que les deux parties (les autorités locales et les promoteurs) ont fait montre d'une forte volonté pour trouver les solutions adéquates à suivre la poursuite de l'opération d'octroi des permis de construire et des actes de concession par les instances compétentes, d'une part et le lancement par les promoteurs immobiliers l'opération d'aménagement urbain sur ce site, d'autre part.

MILA

10 projets de jeunes proposés pour le concours national du meilleur projet écologique innovant

Dix projets de jeunes de la wilaya de Mila ont été proposés pour la participation au concours national du meilleur projet écologique innovant, a indiqué lundi, Raouf Chebah, président du bureau local du Forum des jeunes d'Algérie. Ces projets seront soumis à une commission de wilaya composée de représentants de la direction de l'environnement, de l'incubateur du centre universitaire Abdelhafid Boussouf de Mila et de l'entreprise de gestion du Centre d'Enfouissement Technique (CET) qui en choisiront deux pour représenter Mila au concours national organisé conjointement par le Forum des jeunes d'Algérie et le ministère de la Jeunesse et des Sports, a précisé, M. Chebah en marge d'une journée d'étude sur le projet de "la maison de l'investissement vert" tenue au centre universitaire Abdelhafid Boussouf de Mila. Ce concours national du meilleur projet écologique innovant dans le cadre du salon national "la maison de l'investissement" prévu du 27 au 29 décembre courant à Alger vise à inciter les étudiants et jeunes à se lancer dans le monde de l'entrepreneuriat et l'investissement vert. Dr. Roufia Abada de l'institut des sciences et technologie du centre universitaire de Mila a exhorté les jeunes à investir dans les activités de recyclage des déchets pour bénéficier des exonérations et abattements fiscaux accordés et valoriser cette activité économique importante qui fournit matières premières et génère des emplois. Plusieurs conférences ont été présentées durant cette rencontre tenue au centre universitaire Abdelhafid Boussouf invitant les jeunes à investir dans le créneau du recyclage et des énergies renouvelables.

SOUK AHRAS

Installation des chefs des daïras de M'daourouch et de Merahna

Les nouveaux chefs des daïras de M'daourouch et de Merahna, dans la wilaya de Souk Ahras, désignés à la suite du mouvement partiel opéré par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune dans ce corps, ont été installés lundi dans leurs fonctions par le wali, Abdelkrim Zinai. Le chef de l'exécutif local, accompagné du président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Salem Aït-Djoudi Oufella, et en présence des présidents des assemblées populaires communales (APC) des deux daïras concernées, des directeurs du conseil de wilaya et de représentants de la société civile, a officiellement installé M. Abderrahmane Ben Ambirk, précédemment chef de daïra de Fenoughil dans la wilaya d'Adrar, au poste de chef de daïra de M'daourouch, en remplacement de Mohamed Abdelkader Bakadi, nommé à la tête de la daïra de Morsott, à Tébessa. Le wali a également procédé à l'installation de Said Sahraoui, précédemment chef de la daïra de Bordj Khris (Bouria) au poste de chef de la daïra de Merahna où il succède à Fayçal Derbal, nommé à Ain Smara, dans la wilaya de Constantine. A cette occasion, le chef de l'exécutif local a appelé à "la nécessité de travailler en coordination avec les élus locaux, d'assurer un suivi constant des différents programmes de développement, d'identifier les insuffisances, d'écouter les préoccupations des citoyens et de mobiliser toutes les énergies pour résoudre les problèmes susceptibles d'entraver le développement local". Il a également insisté sur la nécessité d'œuvrer sans relâche au développement de la wilaya, dans tous les secteurs, afin d'améliorer, notamment, les conditions de scolarisation des élèves dans les zones reculées, de veiller au fonctionnement du chauffage et du transport scolaire, et de travailler au désenclavement des villages isolés et des groupements d'habitation.

ANNABA

Un atelier technologique pour les métiers de la pêche pour consolider la formation pratique

Un atelier technologique sur l'activité et les métiers de la pêche côtière vient d'être lancé à l'Ecole de formation Technique de Pêche et d'Aquaculture d'Annaba, à l'effet de consolider la formation pratique en la matière, a indiqué, lundi, la directrice de l'école, Habiba Bouzid. La même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cet atelier, "premier du genre dans le domaine de la formation aux activités de pêche dans le pays", consiste en un "espace de formation et de simulation de diverses opérations liées à l'activité de pêche côtière". Elle a ajouté que la formation dispensée "offre aux stagiaires, étudiants et professionnels, des possibilités de formation simulant les conditions réelles de pêche maritime", et les doté d'une qualification leur permet-

tant d'éviter les dangers et les accidents lors de la pratique de ce métier. Pour assurer une formation pratique qualifiante aux professionnels de la pêche, aux armateurs, aux patrons de pêche, aux marins et aux agents d'entretien des navires de pêche (mécaniciens et électromécaniciens), cet atelier est équipé d'une table de commande (simulant le pilotage des bateaux de pêche) disposant de tout l'équipement nécessaire au pilotage, en plus de deux ponts de navires de pêche côtière avec leurs différents équipements, et des files de pêche, a ajouté la même responsable.

Le même atelier technologique dispense également une formation qualifiante à la demande, destinée aux professionnels désireux d'obtenir une formation leur permettant de lancer des acti-

vités spéciales dans le domaine de la pêche, en coordination avec l'Association des équipementiers de navires et la Chambre locale de la pêche qui apportent l'appui pédagogique et technique nécessaires, a ajouté la même source.

L'Ecole de formation Technique de Pêche et d'Aquaculture d'Annaba dispose de 300 places pédagogiques pour la formation aux métiers de la pêche côtière et l'aquaculture, a encore précisé Mme Bouzid, soulignant que les périodes de formation pour l'obtention de certificats de qualification en "pêche maritime", "patron de pêche côtière", "patron principal de prêche côtière", "conducteur d'embarcations de pêche", "électromécanicien" et "technicien en aquaculture" vont de 6 à 24 mois, selon les spécialisations.

CHLEF

Un nouveau réseau de distribution des légumes secs (direction)

Un nouveau réseau de distribution des légumes secs, englobant des commerçants de gros et de détail et des opérateurs en conditionnement a été mis en place par la direction du commerce de Chlef, en coordination avec les services de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale du commerce. Ce nouveau réseau de distribution englobe 37 grossistes, quatre (4) grandes surfaces commerciales, deux (2) unités de conditionnement et 1.800 détaillants, repartis à travers la totalité des communes de la wilaya, a indiqué l'inspecteur principal en chef de la direction du commerce, Ahmed Kouadri Boudjelletta, à l'APS, en marge d'une visite de

contrôle et de suivi de l'opération de distribution et d'approvisionnement des grandes surfaces commerciales de la commune de Chlef en légumes secs. Sont concernés par ce réseau également les vendeurs ambulants à travers les marchés hebdomadaires et les zones reculées, dont l'approvisionnement est assuré par les différentes sections de l'OAIC à Chlef, a-t-il relevé. La direction du commerce de Chlef a aussi mobilisé de nombreux équipes et agents pour le contrôle de la chaîne de distribution et d'approvisionnement du marché local en légumes secs (lentilles, riz, pois chiches et haricots), parallèlement à la lutte contre toutes les formes de spéculation et la hausse "injustifiée" des prix, a-t-il ajouté.

BORDJ BOU ARRERIDJ

La BDL soutient les investisseurs (DG)

Le Directeur général de la Banque de développement local (BDL), Youcef Lalmas, a affirmé lundi à Bordj Bou Arreridj que cette banque publique "accordera le soutien et toutes les facilités aux investisseurs dans cette wilaya au service de la dynamisation de l'économie locale". Dans une déclaration à la presse en marge de l'ouver-

ture d'une nouvelle agence de prêt sur gage, deuxième du genre dans la wilaya, en présence du wali, Kamel Nouicer, le même responsable a ajouté que "la BDL s'emploie à ouvrir d'autres agences dans la wilaya à la demande des autorités locales afin de renforcer les activités de la banque et l'accompagnement des investis-

seurs dans cette wilaya qui connaît une croissance économique remarquable".

M. Lalmas a indiqué en outre que la BDL projette d'ouvrir plusieurs nouvelles agences à travers le pays en vue d'accompagner le secteur producteur national. Il a également souligné que la nouvelle agence de prêt sur gage vient

"renforcer le réseau d'agences de la banque" et est spécialisée dans l'octroi de prêts en espèce contre le gage de bijoux en or, précisant que cette formule de prêt est assurée exclusivement par la BDL. La nouvelle agence BDL de prêt sur gage de Bordj Bou Arreridj est la septième du genre à l'échelle nationale, a-t-on noté.

AIN DEFLA

Numérisation de tous les services de la CNR (directeur local)

Tous les services de l'agence locale de la Caisse nationale de retraite (CNR) de la wilaya d'Aïn Defla destinés aux retraités ont été numérisés, a-t-on appris lundi auprès du même organisme. Le directeur de l'agence de la CNR à Aïn Defla, Abdelkader Merah, a indiqué, lors d'un point de presse que "l'ensemble des services proposés par notre agence au profit des retraités sont numérisés", ajoutant que l'agence "n'utilise pas le papier dans la quasi-totalité de ses prestations". Il a sou-

igné que la transformation numérique que connaît la Caisse nationale de retraite a pour objectif de "rapprocher l'administration du citoyen et réduire le temps de l'attente devant les guichets des différentes agences de la CNR et la réduction du temps de traitement des dossiers". M. Merah a fait savoir que le retraité, à l'aide des différentes applications numériques mises en place la CNR, "peut avoir tous les renseignements nécessaires et bénéficier des prestations sans se déplacer", assurant

que toutes les opérations se font via la plate-forme numérique. Ainsi, plusieurs solutions numériques ont été apportées pour "faciliter la prise en charge des doléances des retraités", a-t-il indiqué, entre autres, le système de la reconnaissance faciale qui remplacera le certificat de vie et la délivrance du relevé de paie via les applications numériques.

Le même responsable a ajouté que son agence est en train de collecter les numéros d'identification nationaux (NIN) bio-

métriques des retraités pour les inscrire afin qu'ils puissent bénéficier des différentes prestations offertes par la numérisation. Par ailleurs, la CNR d'Aïn Defla a lancé le 10 décembre courant une caravane qui sillonnera 15 communes, pour "sensibiliser l'ensemble des citoyens, notamment les retraitées, sur les avantages des applications numériques et leur expliquer comment pouvoir bénéficier de ces nouveaux services", a noté M. Merah.

EL-OUED

Plus de 80 exposants au 7ème salon national de l'agriculture saharienne "Agro-Sud"

Pas moins de 85 exposants prennent part au 7ème salon national de l'agriculture saharienne "Agro-Souf, ouvert lundi à El-Oued, a-t-on appris des organisateurs. Il s'agit d'opérateurs économiques nationaux publics et privés, dont ceux ayant un impact positif sur le développement de l'agriculture saharienne en matière d'amélioration du rendement de la production végétale et animale, a déclaré à l'APS le président du comité d'organisation, Fayçal Houamdi.

De nombreux organismes administratifs et financiers ainsi que des compagnies d'assurances participent à cet événement économique pour présenter leurs services ayant trait aux dispositifs d'aide à l'accès au financement bancaire et d'assurances agricoles destinés aux agriculteurs.

Cette nouvelle édition est marquée également par la participation de deux opérateurs économiques étrangers (Japon et France) activant dans le domaine de la production de semences, fertilisants, pesticides et autres médicaments à usage vétérinaire, en plus de bureaux d'études spécialisés en développement agricole. L'objectif de cette exposition est de mettre en lumière et les mécanismes d'accompagnement et de soutien mis en place par le secteur au profit des agriculteurs afin de leur permettre d'améliorer la production en termes de quantité et de qualité, et d'ouvrir de nouvelles opportunités de concurrences dans le marché international, ont souligné les organisateurs.

Le programme de la 7ème édition d'Agro-Souf prévoit, en outre, un forum sur l'agriculture saharienne sous le thème "Les cultures stratégiques dans le Sud : le pari de la sécurité alimentaire durable", a fait savoir le chargé de communication de cette rencontre scientifique.

Totalisant une trentaine de conférences animées par une pléiade d'universitaires et de professionnels, cette rencontre s'articule autour des questions et problématiques relatives à l'agriculture saharienne, entre autres, le développement des filières stratégiques, l'accès au foncier agricole, l'investissement et l'utilisation des énergies renouvelables.

S'étalant sur quatre jours (18-21 décembre), le 7ème salon de l'agriculture saharienne Agro-Souf 2023 est organisé par l'entreprise "El-Fahd Expo" en collaboration avec la direction des services agricoles, la chambre d'agriculture et l'école supérieure d'agronomie saharienne "Chahid Hamma Lakhdar" d'El-Oued.

CONSTANTINE

Valoriser l'aquaculture intégrée à l'agriculture (rencontre)

Les participants à une journée d'étude, organisée lundi à El-Khroub (Constantine) sur l'aquaculture en Algérie ont insisté sur la nécessaire valorisation de l'aquaculture intégrée à l'agriculture pour contribuer au développement de l'économie nationale.

L'aquaculture intégrée à l'agriculture a besoin de promotion en Algérie qui dispose de 1.200 km de littoral et de grandes ressources d'eau souterraine pour consolider la sécurité alimentaire nationale et atteindre les objectifs de développement durable", a souligné Dr. Fayçal Aymour de l'Institut des sciences vétérinaires d'El-Khroub de l'Université frères Mentouri (Constantine-1) dans son intervention lors de la rencontre initiée par le club Aquavision du même institut. Il a également évoqué la mise en place d'un écosystème qui permet la consolidation de la production poissonneuse, le recyclage des déchets agricoles et la limitation de la pollution organique, mettant l'accent sur l'importance de l'accompagnement des projets d'investissement dans cette activité qui enregistre un succès patent dans plusieurs wilayas.

Younès Hadadj, expert international agréé par le Bureau international du travail, a relevé que l'expérience de l'aquaculture intégrée à l'agriculture a enregistré un "bond qualitatif" en Algérie et peut contribuer au renforcement de la production nationale entre 20 à 30 %, invitant les pouvoirs publics à orienter les jeunes vers cette activité rentable et peu coûteuse. Vétérinaire à la station expérimentale d'élevage de la crevette de Skikda, Widad Allouache, a évoqué le succès des expériences d'élevage de trois espèces de crevettes au niveau de la station et a appelé à intensifier l'ensemencement des bassins d'irrigation agricole, la multiplication des formations d'initiation des agriculteurs à cette activité et la fourniture des alevins et aliments de poisson.

AGENCE ALGÉRIENNE DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT 4651 projets d'investissement enregistrés à fin novembre (DG)

Le nombre de projets enregistrés au niveau de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a atteint 4651 projets, à la fin du mois de novembre dernier, a indiqué le Directeur général de l'agence, Omar Rekkache.

Animant un point de presse en marge de la cérémonie d'ouverture de la 3ème édition de la Conférence algérienne sur l'investissement (Algeria Investment Conference) qui se tient à Alger sur deux jours, M. Rekkache a déclaré que ce chiffre représentait "le nombre des projets enregistrés depuis le 1er novembre 2022, date de début des activités de l'agence, et jusqu'au 30 novembre dernier", précisant que ce nombre incluait "90 projets impliquant les étrangers, entre projets en IDE (investissements directs étrangers) et investissements en partenariats".

Il a fait savoir que l'AAPI a entamé une opération visant à s'assurer que les opérateurs ayant enregistré des projets ont réellement lancé la phase de leur réalisation, tout en expliquant que cette démarche n'était "nullement une opération de contrôle mais, plutôt une façon de connaître le taux de réalisation de ces projets et de re censer les obstacles qui pourraient être à l'origine du retard dans le démarrage de ces investissements, dans le but



de les accompagner". Evoquant la mise en avant de la place de l'Algérie sur la scène internationale, notamment continentale, dans le domaine de l'investissement, le DG de l'AAPI a évoqué dans son intervention l'entame des procédures "pour adhérer à l'ensemble des organisations internationales les plus actives" (dans le domaine de l'investissement), annonçant à l'occasion que l'AAPI sera membre de l'Association mondiale des agences de promotion des investissements

(World Association of Investment Promotion Agencies – WAIPA), à partir du mois de janvier 2024". "La demande a été déposée officiellement, la semaine dernière, à New Delhi (Inde) par le représentant de l'AAPI qui a pris part à la 27ème édition de la conférence mondiale sur l'investissement" (du 11 au 14 décembre en cours), a-t-il expliqué en ajoutant que l'agence préparait également "son adhésion à l'Association africaine des agences de promotion de l'investissement".

vestissement". Une adhésion qui vise "à avoir une position à la hauteur des potentialités de l'Algérie et de sa place dans la région", a souligné M. Rekkache. D'autre part, le responsable a indiqué que l'AAPI allait "institutionnaliser et consacrer une journée mondiale de l'investissement en Algérie baptisée Invest DZ, qui sera un rendez-vous annuel consacré à la promotion de l'investissement en Algérie". Concernant la plateforme numérique de l'investisseur qui traitera les demandes d'octroi du foncier économique, dont la gestion a été attribuée à l'AAPI conformément à la Loi fixant les conditions et les modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat destiné à la réalisation de projets d'investissement, le responsable a affirmé que son lancement se fera "dès que les textes seront publiés et les préparatifs techniques finalisés", tout en indiquant qu'il "espère le lancement de la procédure d'octroi au plus tard vers la fin du 1er trimestre 2024".

EMPLOI ET ENTREPRENEURIAT Recommendations pour améliorer les performances des entrepreneurs

Les participants au 1er Forum sur l'emploi et l'entrepreneuriat tenu les 17 et 18 décembre à Tizi-Ouzou, ont adopté lundi, une série de recommandations visant à améliorer les performances des jeunes entrepreneurs. Les travaux du Forum intitulé "Emploi et l'entrepreneuriat en Algérie: réalité et perspectives", organisé par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), ont pris fin avec l'adoption d'une série de recommandations visant à valoriser l'entrepreneuriat et améliorer ses performances de manière à servir l'économie nationale et à contribuer à la résorption du chômage et à l'amélioration de l'environnement de travail dans le pays. Les principales recommandations ayant couronné

les travaux de 8 ateliers interactifs, ont porté notamment sur la nécessité de procéder à la révision des textes de loi régulant notamment l'activité de l'entrepreneur, le commerce électronique, et l'entrepreneuriat social, en tant que nouveau concept, ainsi que la fiscalité. Il a été recommandé, en outre, le développement de nouveaux programmes en vue d'accompagner les porteurs de projets en novants. Intervenant à l'issue de la cérémonie de clôture, le vice-président du CSJ, Mohamed Amine Belaïdouni a estimé que cet événement était "le début d'une nouvelle ère d'évaluation des politiques publiques liées à l'entrepreneuriat et l'emploi des jeunes". De son côté, le wali de Tizi-Ouzou, Djilali

Doumi, qui intervenait par la même occasion, a salué le travail de diagnostic réalisé par les jeunes participants à cette rencontre à la fois économique et sociale, soulignant l'importance de l'accompagnement des entreprises.

300 jeunes entrepreneurs ont pris part au forum qui se voulait une occasion pour les promoteurs de start-up et de micro et moyennes entreprises, les porteurs d'idées et de projets innovants et les académiciens, ainsi que les différentes catégories de jeunes, d'œuvrer à élargir la recherche et le débat autour de l'entrepreneuriat et à examiner les alternatives à même de contribuer à l'amélioration des indicateurs du marché d'emploi.

START-UP

Clôture de la 3e édition du programme "Africa by IncubMe"

Les travaux de la 3e édition du programme d'incubation et d'accélération des start-up "Africa by IncubMe" ont pris fin lundi après-midi à Alger.

La 3e édition de ce programme a été marquée par l'incubation et l'accélération de 14 start-up d'Algérie, de Tunisie, de Jordanie et du Togo, sur un total de près de

1300 start-up qualifiées aux éliminatoires de différents pays du monde, selon les explications fournies par la directrice de la communication et du numérique à l'incubateur des affaires "IncubMe", Anissa Salemkour.

Grâce à l'appui des partenaires du programme, les start-up choisies ont obtenu

un accompagnement spécial de trois mois, via des ateliers de travail intensifs dans plusieurs domaines, comme la commercialisation et la gestion financière, selon la même responsable.

Les start-up bénéficiaires activent dans plusieurs secteurs, dont l'énergie, l'agriculture, l'environnement, le

transport et les technologies financières. La responsable a rappelé que "IncubMe" œuvrait à lancer un incubateur d'entreprises dans la wilaya de Ouargla, en partenariat avec une entreprise privée et l'Université Kasdi Merbah pour l'ériger en "centre d'excellence" ouvert aux entrepreneurs et aux étudiants.

BDL

Ouverture de deux agences commerciales à Jijel et Bordj Bou Arreridj

La Banque de Développement Local (BDL) a ouvert deux nouvelles agences commerciales dans les wilayas de Jijel et de Bordj Bou Arreridj, dans le cadre du renforcement de son réseau commercial, a indiqué lundi un communiqué de la banque publique.

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'expansion de son réseau commercial, la BDL a ouvert, dimanche, une nouvelle agence dans la wilaya de Jijel hier et une seconde, lundi, à Bordj Bou Arreridj, où les cérémonies d'ouverture ont été pré-

sidées par le Directeur général de la banque, Youcef Lalmas, précise le communiqué. La première agence commerciale ouverte à El Milia (Jijel) offrira des services et des produits bancaires classiques et islamiques, tandis que la deuxième agence à Bordj Bou Arreridj sera la 7e agence spécialisée dans les prêts hypothécaires adossés à l'or.

"Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la réalisation de l'inclusion financière et du développement des services de proximité de la banque, en particulier

dans les zones d'ombre", ajoute-t-on de même source. En marge de l'inauguration, M. Lalmas a effectué "une visite de travail et d'inspection des agences commerciales relevant des wilayas de Jijel et de Bordj Bou Arreridj, ainsi qu'une visite auprès d'un groupe de clients de la banque présents dans les wilayas de Jijel et de Bordj Bou Arreridj, qui ont bénéficié de financements, dans l'objectif d'inspecter leurs projets et d'écouter leurs préoccupations", conclut la source.

PÉTROLE

Le baril de Brent à près de 78 dollars

Les cours du pétrole se sont raffermis, lundi, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en février prenant 1,82%, pour clôturer à 77,95 dollars.

Son équivalent américain, le West Texas Intermediate (WTI), avec échéance en janvier, a lui gagné 1,45%, à 72,47 dollars.

La température a d'ailleurs baissé en fin de séance, le WTI ne gagnant que 1,45% après avoir monté jusqu'à près de 4% un peu plus tôt (+3,96%).



Libye : la production de pétrole brut atteint 1,219 million de barils par jour

La Compagnie nationale de pétrole (National Oil Corporation, NOC) de Libye a annoncé lundi que la production de pétrole brut du pays s'établissait à 1,219 million de barils par jour. "La production de pétrole brut a atteint 1.219.000 barils par jour, et celle de condensats a atteint

56.000 barils par jour au cours des dernières 24 heures", a indiqué la NOC sur sa page Facebook.

La consommation intérieure totale de gaz naturel au cours des dernières 24 heures était de 1.096 millions de pieds cubes, a ajouté la compagnie.

MARCHÉS BOURSIERS

Wall Street termine en ordre dispersé, l'élan s'essouffle

La Bourse de New York a terminé en ordre dispersé, lundi, sur un marché essoufflé mais encouragé par celui des fusions et acquisitions et toujours soutenu par la perspective d'un scénario macroéconomique quasi-ideal.

Le Dow Jones a fini à l'équilibre, l'indice Nasdaq a ramené 0,61% et l'indice élargi S&P 500 a pris 0,45%.

"L'élan de fin d'année est toujours là", a commenté Peter Cardillo, de Spartan Capital Securities.

Pour autant, la progression de la place new-yorkaise "est assez limitée" à quelques valeurs, fait valoir l'analyste, pour qui ce nouveau gain "est surtout dû aux nouvelles des fusions et acquisitions".

La Bourse de Tokyo bondit après le statu quo de la BoJ et le repli du yen

Atone en matinée, la Bourse de Tokyo a grimpé après le maintien en milieu de journée de la politique monétaire ultra-accommodante de la Banque du Japon (BoJ), qui a fait baisser le yen, une tendance de change favorable aux valeurs exportatrices nippones.

L'indice vedette Nikkei a progressé de 1,41% à 33.219,39 points tandis que l'indice élargi Topix a mesuré son enthousiasme (+0,73% à 2.333,81 points). La BoJ a repoussé à l'an

prochain de nouvelles étapes sur le lent chemin de la normalisation de sa politique monétaire.

Elle a maintenu son taux négatif de -0,1% sur les dépôts des banques auprès d'elle et conservé son plan fond "référence", c'est-à-dire flexible, de 1% pour les rendements des obligations publiques japonaises à dix ans.

La banque centrale a aussi laissé dans son communiqué sa formule habituelle assurant qu'elle n'hésiterait pas à prendre

des mesures accommmodantes supplémentaires "si nécessaire".

Le yen a sensiblement faibli après ces annonces par rapport au dollar et à l'euro.

La Bourse de Hong Kong se repliait quant à elle de 0,93% après 06H00 GMT.

Le yen cédait du terrain face au dollar après la BoJ: le billet vert remontait à 143,53 yens après 06H00 GMT contre 142,78 yens lundi à 21H00 GMT. La monnaie européenne

grimpait aussi par rapport à la devise japonaise, à raison d'un euro pour 156,78 yens contre 155,96 yens la veille. Le cours euro/dollar était lui quasi stable, à raison d'un euro pour 1,0925 dollar contre 1,0924 dollar lundi à 21H00 GMT.

Après avoir fortement progressé lundi, le marché du pétrole se calme: le baril de WTI américain gagnait à peine 0,04% à 72,50 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord avançait de 0,17% à 78,08 dollars vers 06H00 GMT.

JAPON

La Banque du Japon garde inchangée sa politique monétaire ultra-accommodante

La Banque du Japon (BoJ) a conservé mardi sa politique monétaire toujours ultra-accommodante, renvoyant ainsi à 2024 de nouvelles étapes sur le lent chemin de sa normalisation.

La BoJ a maintenu son taux de court terme négatif (rivé à -0,1% depuis 2016) et a conservé son plan fond "référence", c'est-à-dire flexible, de 1% pour les rendements des obligations publiques japonaises à dix ans.

Le yen a aussi été nettement faibli face au dollar après ce statu quo: le billet vert valait 143,55 yens vers 03H15 GMT, contre environ 142,70 yens juste avant les annonces de la BoJ. La Banque centrale japonaise

semble moins sous pression qu'il y a encore quelques semaines pour resserrer rapidement sa politique monétaire. Car la chute du yen face au dollar, qui devenait préoccupante, a connu un coup d'arrêt depuis la mi-novembre, et les rendements obligataires nippons à dix ans sont en décrue après avoir frôlé 1% entre fin octobre et tout début novembre, un nouveau plus haut depuis 2013.

L'inflation et la croissance économique continuent de ralentir aux Etats-Unis, confortant l'idée que la Réserve fédérale américaine (Fed) est arrivée à la fin de son cycle de resserrement monétaire.

Or, l'écart grandissant entre les politiques monétaires américaine et

japonaise était le principal facteur du plongeon du yen face au dollar depuis l'an dernier et de la poussée des rendements obligataires nippons.

L'inflation au Japon reste au-delà de la cible de 2% hors produits frais de la BoJ (2,9% en octobre), mais les économistes s'attendent à ce qu'elle ralentisse à partir de novembre, dont les chiffres seront connus vendredi.

Même si l'inflation japonaise est plus longtemps qu'initialement prévu, la BoJ continue de penser qu'elle n'est pas réellement durable pour l'heure, faute d'être accompagnée par une croissance suffisamment robuste de l'économie et des salaires.

MARCHÉS DES CHANGES

Le dollar résiste, malgré l'emballement du marché sur les baisses de taux

Le dollar faisait l'objet d'une consolidation, lundi, les cambistes se montrant circonspects face aux anticipations de baisses de taux massives de la banque centrale américaine (Fed) l'an prochain.

Vers 20H05 GMT, le Dollar Index, qui mesure la vigueur du billet vert face à un panier de plusieurs monnaies, progressait légèrement, à 102,559, contre 102,550 vendredi.

Dans le détail, le "greenback" s'effritait devant l'euro (-0,18%), mais avançait face à la livre sterling, au yen et au dollar canadien.

Le marché parie désormais sur un scénario central qui intégrerait six baisses de taux en 2024, alors que les membres de la Fed n'en attendent officiellement que la moitié, en moyenne.

Depuis la conférence de presse de Jerome Powell, plusieurs membres de la Réserve fédérale ont cherché à corriger le tir publiquement.

Lundi, c'est le président de l'antenne de Chicago, Austan Goolsbee, qui a assuré que le comité de politique monétaire de la Fed ne discutait pas, pour l'instant, de baisses de taux, contredisant directement Jerome Powell. Après s'être replié au-delà du seuil symbolique de 1,10 dollar pour un euro, jeudi, le "buck", autre surnom de la devise américaine s'est repris, puis stabilisé autour de 1,09 dollar.

Les cambistes attendaient la décision de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ), mardi.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

L'UE renonce à durcir les normes des gaz d'échappement

Le Parlement européen et les Vingt-Sept ont écarté lundi tout durcissement des normes de pollution sur les gaz d'échappement des voitures particulières dans l'UE, afin d'épargner des coûts supplémentaires à l'industrie automobile confrontée aux investissements dans les véhicules électriques.

La nouvelle norme euro 7, approuvée lundi soir par les collégislateurs, abaissera cependant les seuils d'émission pour les poids lourds et introduira pour la première fois en Europe des limites aux émissions de particules engendrées par l'usure des freins et des pneus.

Elle prévoit également des exigences minimales de performance pour la durabilité des batteries des voitures électriques et hybrides.

Celles-ci devront ainsi conserver au moins 72% de leurs capacités après huit ans ou 160.000 km.

Le Parlement et les Etats membres doivent encore approuver formellement cet accord avant qu'il puisse entrer en vigueur.

Les nouvelles règles ne s'appliqueront que 30 mois plus tard pour les voitures et camionnettes, et quatre ans après l'entrée en vigueur pour les bus et camions. Ces règles sont moins ambitieuses que celles proposées par la Commission européenne en novembre 2022.

La France et l'Italie ont été en pointe pour défendre les intérêts de la filière automobile et ses 14 millions d'emplois dans l'UE.

L'ONG Transport & Environnement avait dénoncé en septembre "un désastre pour la qualité de l'air" et une réglementation qui "fait passer les profits records des constructeurs automobiles avant la santé des citoyens".

De leur côté, les constructeurs avaient mis en garde contre l'impact de normes trop sévères sur l'emploi ainsi que sur le prix des voitures, déjà de moins en moins accessibles pour la classe moyenne.

L'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) a salué lundi soir "la certitude en matière de planification" apportée par la nouvelle norme.

Confrontée à des investissements massifs pour développer leurs nouvelles gammes électriques face à la redoutable concurrence de Tesla et des constructeurs chinois, les industriels voulaient éviter des investissements additionnels dans les motorisations thermiques de toutes façons vouées à disparaître.

L'Union européenne a en effet acté la fin des ventes de voitures neuves essence et diesel à partir de 2035, au profit des véhicules 100% électriques.

Cette extinction programmée des moteurs thermiques contribuera à réduire les gaz polluants mais aussi les émissions de CO2 des voitures particulières, alors que l'UE s'est fixé un objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050.

PRÉVENTION DES CATASTROPHES

Mme Krikou préside une journée d'information et de formation sur "La solidarité sociale dans les catastrophes"

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a présidé, lundi à Alger, une journée d'information et de formation sur "La solidarité sociale dans les catastrophes" avec pour objectif le renforcement des mécanismes d'intervention humaine, notamment pendant les catastrophes naturelles.

A cette occasion, Mme Krikou a souligné que cette rencontre constituera "une occasion pour mettre en avant la coordination complémentaire entre tous les intervenants pour une meilleure maîtrise de l'impact des crises potentielles, notamment naturelles, outre l'écoute des différents avis et propositions susceptibles d'enrichir les mécanismes efficaces d'intervention humaine dans le cadre de la solidarité sociale".

A cet effet, la ministre a salué "le rôle humanitaire et professionnel" des éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et de la Protection civile dans la préservation des vies humaines, faisant de ces deux institutions "une source de fierté" pour le peuple algérien.

Elle s'est félicitée, dans ce sens, de la création de l'Observatoire national de la société civile

(ONSC), en sa qualité "d'instance consultative fédératrice des acteurs de la société civile, s'érigent en édifice de développement et de concertation, en de promouvoir sa performance et de renforcer les mécanismes de l'action bénévole pour concourir à la réalisation des objectifs de développement national". La ministre est revenue, en outre, sur "l'expérience de terrain" du secteur de la solidarité nationale lors des catastrophes naturelles et dans "la maîtrise des répercussions qui en découlent, outre la prise en charge urgente et en temps réel des sinistres, en parfaite coordination avec les secteurs concernés, notamment l'Intérieur, les services de la Protection civile et la société civile".

De son côté, le directeur général de la Protection civile, le colonel



nel Boualem Boughelaf, a estimé que cette rencontre "se veut une occasion pour intensifier les efforts de coopération et de coordination au service de l'intérêt général", arguant que "la solidarité et la coordination agissent entre les appareils de l'Etat et les acteurs de la société civile sont

susceptibles de contribuer à contenir les effets de la catastrophe et à favoriser le retour à la vie normale en peu de temps". A cet effet, il a rappelé les expériences passées vécues par l'Algérie, comme le séisme de Bousmerdes, les inondations de Bab el Oued et les récents incendies de

forêt. Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, "a insisté sur ces points dans ses 54 engagements, notamment en ce qui concerne la sécurité du citoyen et de ses biens publics et privés, et la garantie d'un cadre de vie qualitatif qui respecte les exigences du développement durable, préserve l'environnement et veille à la protection des biens et des richesses, dont dispose le pays", a-t-il poursuivi.

Pour sa part, le président de l'ONSC, Nourredine Benbrahim, a appelé à décrétler une loi garantissant la protection des individus blessés lors de l'accomplissement de leurs missions de bénévolat pendant les catastrophes, et à la formation d'une équipe de travail pour assurer à la société civile une formation sur les moyens de prévenir ces catastrophes.

TRAVAIL

Portes ouvertes sur la prévention des risques chimiques en milieu professionnel

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS), a organisé, lundi à Alger, des portes ouvertes sur la prévention des risques chimiques professionnels, dans l'objectif d'instaurer une culture de prévention des risques chimiques et de sensibiliser les employeurs aux mesures préventives nécessaires. Parallèlement à cette manifestation, la CNAS agence d'Alger a organisé une journée d'étude pour expliquer les objectifs de ces portes ouvertes visant la "sensibilisation des employeurs à la nécessité de créer un environnement sans risques, notamment chimiques", en prenant "les mesures de prévention de ce danger".

Dans une allocution à cette occasion, le directeur la CNAS agence d'Alger, M. Dhaa El Hak Bougattouf, a précisé que "les entreprises sont appelées à adopter une méthode claire pour garantir les conditions de sécurité aux travailleurs et généraliser ainsi les dispositifs nationaux en matière de prévention contre les risques chimiques, vu notamment l'augmentation de la fabrication des produits chimiques, en sus de l'émergence de nouveaux types de substances chimiques provoquant des problèmes de santé aux travailleurs qui y sont exposés". Cette journée d'étude a été également une occasion pour faire connaître la législation en vigueur concernant la protection des travailleurs contre les risques chimiques tout en mettant en avant la contribution de la CNAS en la matière, selon le même responsable. Pour leur part, les participants à cette journée d'étude ont plaidé pour "la mise en place de systèmes de gestion des risques en milieu professionnel", mettant en exergue l'importance d'adopter "des méthodes avancées pour la création de ces systèmes".

TRAVAIL

Tlemcen : prévenir les risques liés à l'exposition aux produits chimiques (rencontre)

Les participants à une journée d'information sur l'amélioration des mesures de protection contre les risques chimiques, organisé lundi à Tlemcen, ont insisté sur la nécessité de disposer de mécanismes de prévention pour protéger les travailleurs des risques liés à l'exposition aux produits chimiques.

Médecin du travail au centre hospitalo-universitaire de Tlemcen, Pr Meziane Zakia a indiqué, lors de cette rencontre organisée au siège de l'agence de wilaya de la Caisse nationale d'assurance des salariés (Cnas), qu'il faut prévoir dans tous les hôpitaux un service disposant de tous les moyens de prévention collectifs et individuels pour protéger les travailleurs contre les risques liés à l'exposition aux différents produits chimiques utilisés pour traiter les malades.

"Tous les travailleurs de l'hôpital sont exposés à un ensemble de risques dont ceux liés aux produits chimiques, tels que les substances utilisées dans l'anesthésie et les traitements chimiques et même les produits de nettoyage et de stérilisation qui peuvent leur provoquer à long terme des maladies telles que les allergies chroniques, la pneumonie et autres", a-t-elle souligné, estimant qu'il est

nécessaire de sensibiliser les travailleurs et de leur faire connaître la composition des différents produits chimiques et les modes d'emploi appropriés d'utilisation pour éviter les accidents et sur le rôle de la médecine du travail dans leur prise en charge.

Pour sa part, le responsable de la cellule de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles à l'agence de la Cnas, Taleb Bendib Al Arabi a soutenu que "les employeurs, notamment du secteur industriel doivent sensibiliser les travailleurs sur les dangers des produits chimiques et leur offrir les conditions de travail sûres et saines avec tous les moyens de prévention".

Il a fait savoir que cette cellule a enregistré 756 accidents de travail entre janvier et novembre derniers, répartis entre accidents de la route et

accidents en milieu professionnel dont 6 cas ont été mortels dans les secteurs de la construction et de l'industrie, indiquant que cette cellule reçoit toutes les déclarations concernant les accidents et les traite via une plateforme numérique, de même que les enquêtes spécifiques de terrain sur les accidents mortels en milieu professionnel.

Pour sa part, la responsable de la cellule de communication de l'agence a expliqué que les maladies professionnelles surviennent de manière progressive suite à une exposition prolongée à des substances dangereuses au cours de la pratique régulière de la profession, soulignant que "conformément aux lois relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles, il est fait obligation à tout employeur de déclarer les méthodes de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles auprès de la sécurité sociale, de l'inspection du travail, de l'employé qui occupe le poste, du secteur de la santé et des organismes chargés de la

propreté et de la sécurité.

La sécurité sociale a mis à la disposition des employeurs un formulaire téléchargeable via son site Internet pour faciliter les démarches d'autorisation, a-t-il ajouté. En marge de cette rencontre, des portes ouvertes sont organisées jusqu'au 22 décembre au siège de l'agence au profit des travailleurs des secteurs industriels, leur distribuant des dépliants et les informant des différentes catégories de produits chimiques et leurs effets nocifs sur leur santé et la manière de les traiter avec prudence et d'en se prémunir, a-t-on indiqué.

SÉTIF

Plus d'un quintal de câbles de cuivre volés, récupérés à Amoucha

Les éléments de la sûreté de daïra d'Amoucha (Nord de Sétil) ont réussi à mettre fin aux activités de cinq personnes impliquées dans les

crimes de vols de câbles électriques en cuivre dans différentes localités de cette daïra et à récupérer plus d'un quintal de câbles découpés,

apprend-on lundi de la sûreté de la wilaya.

L'opération qui a permis également la récupération de 82,2 kg de câbles de protection et matériel de coupe est intervenue suite à une plainte de l'APC d'Amoucha relative au vol d'un câble électrique de 80 mètres du réseau d'éclairage public par des inconnus sur la RN-09 dont l'identité de l'un d'entre eux a pu être établie permettant son arrestation, a précisé le responsable de la cellule de communication de la sûreté de wilaya, le commissaire de police, Mohamed Ferahta.

Les investigations ont révélé que des câbles en cuivre appartenant à la société algérienne de l'électricité et du gaz ont été dérobés au niveau de 25 endroits à Amoucha permettant l'arrestation de tous les suspects impliqués

dans cette affaire âgés entre 22 et 41 ans et résidant dans un village reculé de la daïra, selon la même source.

Les mis en cause s'emparent des câbles puis les revendent à un particulier dans la localité de Tizi N'bechar (Nord de Sétil) qui a été arrêté et a reconnu avoir acheté près de 4 quintaux de câbles de cuivre, a précisé le même commissaire de police.

Au terme de l'enquête, un dossier pénal a été constitué à l'encontre des membres de ce réseau qui ont été présentés devant les instances juridiques compétentes pour "constitution d'association de malfaiteurs avec l'intention de commettre de vol multiples, destruction des biens publics et recel d'objets volés", a-t-on indiqué de même source.

EL OUED

Démantèlement d'un réseau criminel international spécialisé dans le trafic de cocaïne

Les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya d'El Oued ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel international dirigé par un Marocain qui assurait l'introduction de la cocaïne, par mer, depuis deux pays européens vers les villes côtières de l'ouest du pays, avant son transfert vers les wilayas intérieures, a indiqué lundi un communiqué de ces services. "Dans le cadre de la lutte contre les différents types de criminalité, les unités du groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'El Oued ont procédé au démantèlement d'un réseau criminel international qui assurait l'introduction de la cocaïne, par mer, depuis deux pays européens", ajoute le communiqué, précisant que "le réseau constitué de deux barons conduits par le chef du réseau, un marocain, acheminait cette drogue vers les villes côtières de l'ouest du pays, ayant son transfert vers les wilayas intérieures". "Dès l'acheminement de la quantité demandée vers la wilaya d'El Oued, le principal baron du réseau en Algérie procède à sa réception et à sa commercialisation illicite, en réservant des quantités considérables de comprimés psychotropes pour les villes côtières", selon les informations relayées par l'enquête. L'opération s'est soldée par la saisie de 150 g de cocaïne, 20 grammes de la poudre d'ecstasy, 197 comprimés psychotropes (ecstasy) de différentes sortes, 110 g de cocaïne, 3 balances électroniques, 20 téléphones portables et 4 véhicules touristiques, ajoute le communiqué. L'évolution de l'enquête et les mesures juridiques prises par la brigade ont permis d'identifier et d'arrêter les membres de ce réseau constitué de 17 individus, au moment où deux autres se trouvent en état de fuite à l'étranger.

CHINE

Un séisme fait au moins 118 morts dans le nord-ouest du pays

Les secours tentent de retrouver des survivants dans les décombres après un puissant séisme qui a fait au moins 118 morts dans le nord-ouest de la Chine dans la nuit de lundi à mardi, le plus meurtrier depuis près de dix ans dans le pays.

Le tremblement de terre s'est produit à environ 1.300 km au sud-ouest de Pékin, dans la province de Gansu, et près de la frontière avec la province de Qinghai. Au moins 105 personnes ont été tuées et près de 400 blessées dans la province de Gansu après le violent tremblement de terre, selon un bilan établi mardi matin par les autorités locales.

La catastrophe a aussi fait 13 morts et 182 blessés et 20 personnes sont portées disparues dans la ville de Haibei, dans la province voisine de Qinghai, selon la chaîne de télévision publique CCTV.

Un précédent bilan faisait état de 111 morts. Il s'agit du plus grave bilan après un séisme en Chine depuis au moins 2014, lorsque plus de 600 personnes avaient trouvé



la mort dans la province du Yunnan (sud-ouest). La Chine est régulièrement le théâtre de tremblements de terre, parfois très meurtriers: en 2008, une énorme secousse su rvenue dans la province du Sichuan avait fait plus de 87.000 morts ou disparus, dont 5.335 éco-

liers. L'agence de presse Chine Nouvelle a indiqué que la secousse de la nuit de lundi à mardi était de magnitude 6,2 et avait été ressentie jusque dans la grande ville de Xi'an, située à environ 570 kilomètres de l'épicentre.

Le séisme a été suivi par plu-

sieurs dizaines d'autres secousses, les autorités prévenant que de nouveaux séismes de magnitude supérieure à 5 étaient à craindre dans les prochains jours. Une autre secousse de magnitude 5,2 selon USGS a été détectée lundi matin dans la province du Xinjiang, qui jouxte le Gansu à l'ouest. Le président chinois Xi Jinping a appelé à "déployer tous les efforts possibles" dans les opérations de recherche et de secours qui ont commencé tôt mardi, et à assurer la sécurité des survivants et de leurs biens. Le fort séisme de Gansu a aussi causé d'importants dégâts, les autorités locales déclarant mardi matin lors d'une conférence de presse que près de 5.000 maisons avaient été endommagées dans la province.

PARAGUAY

10 morts lors d'une opération de transfert de prison d'un chef de gang

Un policier et neuf détenus ont été tués lundi lors d'une fusillade qui a éclaté dans une prison d'Asuncion à l'occasion du transfert vers un autre établissement du chef d'un gang de narcotrafiquants, ont annoncé lundi les autorités du Paraguay.

Au moins 36 officiers en uniforme et 24 détenus ont également été blessés par balle au cours de cette fusillade dans la prison de Tacambu lors d'une opération qualifiée d'historique par la présidence du pays. Elle a été menée par plus de 2.200 policiers et militaires, a indiqué le chef de la Police nationale, le commissaire Carlos Benitez dans une conférence de presse.

"Il s'agit d'un bilan partiel. Le travail opérationnel se poursuit. Le personnel continue d'inspecter les zones les plus sombres de la prison, qui est à 100% sous notre contrôle", a-t-il ajouté.

ISLANDE

Un volcan entre en éruption dans le sud-ouest

Un volcan est entré en éruption lundi soir dans le sud-ouest de l'Islande après des semaines d'intense activité sismique, a annoncé le bureau météorologique du pays.

Craignant une éruption importante sur la péninsule de Reykjanes, les autorités ont évacué le mois dernier près de 4 000 habitants de la ville de pêcheurs de Grindavik et fermé la station géothermique

Blue Lagoon située à proximité. "Attention: l'éruption a commencé au nord de Grindavik près de Hafagfell", a déclaré le service sur son site. "L'activité sismique ainsi que les mesures des appareils GPS indiquent que le magma se déplace vers le sud-ouest et que l'éruption pourrait se poursuivre en direction de Grindavik", a-t-il déclaré.

La fissure à la surface de la Terre mesurait environ 3,5 km

de long et s'était développée rapidement, a-t-il ajouté. Quelque 100 à 200 mètres cubes (3 530 à 7 060 pieds cubes) de lave ont émergé par seconde, soit plusieurs fois plus que lors des éruptions précédentes dans la région, a indiqué le même service. L'aéroport international de Keflavik, situé à proximité de Reykjavik, est resté ouvert, même s'il y a eu de nombreux retards, tant au niveau des ar-

rières que des départs, selon des médias. Située entre les plaques tectoniques eurasienne et nord-américaine, parmi les plus grandes de la planète, l'Islande est un point chaud sismique et volcanique car les deux plaques se déplacent dans des directions opposées.

La péninsule de Reykjanes a connu ces dernières années plusieurs éruptions dans des zones peu peuplées.

HAÏTI

L'ONU alerte sur la recrudescence de la violence des gangs

Le président de l'Assemblée générale de l'ONU, Dennis Francis, a plaidé, lundi, pour un retour à la sécurité en Haïti pour y mettre fin au cycle de violence provoqué par les gangs. S'exprimant lors d'un briefing informel à New York, M. Francis a indiqué que la "terreur des gangs en maraude" impacte tous les aspects de la vie quotidienne du peuple haïtien, en le "privant de ses libertés et de ses droits" et en étouffant la marche du pays vers le développement durable. Evoquant la visite qu'il a effectuée dans le pays les 20 et 21 novembre dernier, le responsable onusien a noté que le manque de sécurité a dominé toutes les discussions avec des membres du gouvernement intérimaire, dont le Premier ministre Ariel Henry, le ministre des Affaires étrangères Jean Victor Généus, la ministre

de la Justice Emmeline Prophète Milcé, et la ministre de la Femme Sofia Loréus. L'insécurité s'est aggravée en 2023 en Haïti, a indiqué, de son côté, la représentante spéciale du Secrétaire général en Haïti Maria Isabel Salvador, qui s'exprimait par vidéoconférence, ajoutant que la fréquence des assassinats, des enlèvements et des incidents de violence sexuelle et sexiste a augmenté par rapport à l'année dernière. "Parallèlement, la capacité de la Police nationale haïtienne (PNH) à faire face à cette insécurité croissante est en déclin. Rien que cette année, plus de 1.600 agents ont quitté la Police nationale haïtienne, la majorité cherchant des opportunités d'émigration", a-t-elle relevé. Face à cette situation, l'instance exécutive de l'ONU avait adopté la résolution 2699 visant le dé-

ployment d'une force multinationale spécialisée en vue d'apporter un appui à la police d'Haïti pour rétablir la paix et la sécurité. Dans ce cadre, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a dit attendre avec intérêt la poursuite des préparatifs en vue du déploiement urgent d'un soutien sécuritaire à la police d'Haïti, par le biais d'une mission multinationale d'appui à la sécurité, tel qu'autorisé par la résolution 2699 du Conseil de sécurité. Fin juillet dernier, le Kenya avait annoncé qu'il envisageait de diriger l'effort multinationnal de soutien à la sécurité en Haïti. Des fonctionnaires kényans se sont rendus en Haïti et se sont entretenus avec des dirigeants haïtiens et régionaux, entre autres, au sujet du mandat et de la portée d'une telle opération, selon l'ONU.

MEXIQUE

Attaque contre une fête : bilan ramené à 11 morts

Le parquet de l'Etat mexicain de Guanajuato (centre) a ramené à 11 le nombre de morts lors d'une attaque contre une fête dans la ville de Salvatierra. Le président Andrés Manuel López Obrador a qualifié de "crime atroce" cette tuerie, survenue dimanche dans l'hacienda San José del Carmen, habituellement louée pour des fêtes.

Les autorités avaient fait état dimanche de onze personnes décédées sur place et d'une autre morte plus tard à l'hôpital de ses blessures par balle. "Il a pu être établi que cette douzième (victime mortelle) n'était pas liée avec les faits", a déclaré le parquet lundi dans un communiqué. L'attaque a fait également 14 blessés. D'après les premiers éléments de l'enquête fournis par le parquet, des hommes ont tenté en vain d'entrer dans la fête. "Ils sont ensuite revenus accompagnés d'un autre groupe de personnes portant des armes à feu et c'est alors qu'ont commencé les tirs contre les participants, avec en outre des dommages causés par l'incendie de plusieurs véhicules", ajoute le communiqué. Les responsables n'ont pas été identifiés et on ignore s'ils appartiennent à l'un des gangs qui sévissent dans le Guanajuato, l'un des Etats les plus violents du Mexique avec 3.029 assassinats enregistrés le 15 décembre selon des données officielles.

INDONÉSIE

Des catastrophes hydrométéorologiques font 2 morts dans l'ouest

Des catastrophes d'origine hydro-météorologique ont frappé certaines régions de la province indonésienne du Sumatra Occidental, faisant deux morts, a déclaré un responsable local. Le gouverneur du Sumatra Occidental, Mahyeldi Ansharullah, a fait savoir aux médias locaux lundi que deux personnes avaient été tuées après avoir été ensevelies par un glissement de terrain survenu lundi matin dans la régence d'Agam. Les victimes identifiées sont âgées de 18 et 33 ans, a-t-il précisé. Il a ajouté qu'une inondation et un glissement de terrain avaient coupé certaines routes principales et inondé des dizaines de bâtiments dans l'autre régence de Lima Puluh Kota.

Le gouverneur a également appelé la population vivant près des rivières où coulent les eaux du volcan Marapi à être consciente du fait que des inondations de lave froide pouvaient se produire en cas d'une augmentation de l'intensité des pluies.

Citant les données officielles du gouvernement, il a indiqué que 23 rivières prenaient leur source dans la montagne, ajoutant que ses subordonnées observaient actuellement les rivières et informeraient la population des résultats. L'Indonésie subit fréquemment des catastrophes d'origine hydro-météorologique pendant la saison des pluies.

APS

BOUIRA

Sept nouvelles ambulances pour cinq établissements de santé de proximité (DSP)

Sept nouvelles ambulances équipées de toutes les commodités médicales nécessaires ont été distribuées lundi au profit de cinq établissements de santé publique de proximité (EPSP) à travers des communes de la wilaya de Bouira, a-t-on appris auprès de la direction de la santé publique (DSP).

C'est au cours d'une cérémonie organisée au siège de la wilaya en présence des autorités civiles et militaires locales, que le wali Abdelkrim Laâmouri, a procédé à la distribution de ces ambulances au profit des EPSP de Bouira (02), Lakhdaria (02), Ahnif (01), Ain Bessam (01), et une autre pour l'EPSP de Sour El Ghazlane, selon les détails fournis à l'APS par le directeur de la santé (DSP), Kamel Cheffai.

Acquises dans le cadre du programme sectoriel, "les nouvelles ambulances sont dotées de toutes les commodités afin de renforcer ces structures de santé de proximité en matière de moyens matériels et pour améliorer les conditions d'évacuation et de prise en charge des malades", a expliqué le même responsable. Treize autres ambulances seront également acquises prochainement par la wilaya au profit d'autres établissements hospitaliers qui sont dans le besoin, selon les détails fournis à la presse par les services de la wilaya. Toujours dans le cadre des efforts des autorités locales visant renforcer le secteur de la santé dans la wilaya de Bouira, le chef de l'exécutif

s'est enquis lundi des conditions de fonctionnement d'une nouvelle polyclinique publique réalisée récemment à la nouvelle cité AADL de la ville de Bouira, et baptisée du nom du défunt Moudjahid Djoudi Atoumi. "Un montant de l'ordre de 60 millions de dinars a été alloué pour l'équipement de cette nouvelle polyclinique", a précisé le DSP de Bouira. Une autre polyclinique publique réalisée il y'a quelques mois, et mise en service en novembre dernier dans la ville d'Ahl Laksar (Sud-est de Bouira), a fait l'objet d'une visite du wali Abdelkrim Laâmouri. Ayant connu un arrêt des travaux en 2014, ce projet a, rappelle-t-on, été relancé en mars 2023, et mis en service aujourd'hui au grand bonheur de la population locale d'Ahl Laksar. "Une enveloppe financière de 170 millions de dinars a été consacrée aux travaux de réalisation et un montant de 25 millions de dinars a été alloué à son équipement", a encore précisé le directeur de la santé publique. Au cours de la même visite, le wali s'est rendu dans la localité de Rafour relevant de la commune de M'Chedallah (Est de Bouira), où il a inspecté le projet de réalisation d'une polyclinique.

Ce projet porte sur la réhabilitation d'ancien locaux commerciaux abandonnés pour les transformer en une polyclinique au profit de la localité de Rafour, dont le montant d'équipement a été évalué à 20 million DA, a détaillé M. Cheffai. Sur place, le wali a donné de fermes instructions pour que cette nouvelle structure, tant attendue dans la localité de Rafour, ouvre ses portes aux patients demain, mardi.

STRUCTURES HOSPITALIÈRES

Signature d'une convention de jumelage entre l'EHS Dr Maouche Mohand Amokrane et des hôpitaux à Ghardaïa

L'Etablissement hospitalier spécialisé en cardiologie (EHS) Dr Maouche Mohand Amokrane d'Alger (Ex- CNMS) et les établissements publics hospitaliers de Berriane et Guerrara (Ghardaïa), ont signé récemment à Berriane, une convention de jumelage et de coopération dans le domaine des pathologies cardio-vasculaires notamment interventionnelle, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la Santé et de la population (DSP) de la wilaya.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE Couverture du marché national à hauteur de 70% (ministre)

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a indiqué, lundi, que le taux de couverture du marché national en produits pharmaceutiques fabriqués localement était de 68% et devrait atteindre 70%, soulignant que le tissu industriel local comptait actuellement 203 entreprises de production pharmaceutique.



La facture d'importation de tous les types d'insuline réduite de 68 millions d'euros

Par ailleurs, et en ce qui concerne le développement du tissu industriel pharmaceutique local, le ministre a déclaré que le nombre d'entreprises de production pharmaceutique s'élevait à 203 entreprises, dont 189 sites de production et 14 entreprise de production dans le cadre de la sous-traitance.

Concernant la disponibilité des médicaments, M. Aoun a relevé une amélioration par rapport à la fin de 2022, où une trentaine de médicaments étaient en rupture contre une dizaine en novembre 2023, sachant que la plupart des problèmes de disponibilité des médicaments pour diabétiques comme l'insuline, des collyres et des pilules contraceptives ont été résolus. Assurant la disponibilité des produits d'anesthésie dentaire, le ministre a fait état de la mise sur le marché de plus de 6.850.000 doses, dont 5 millions de doses ces trois derniers mois, soit 600.000 doses qui seront distribuées cette semaine, 1.700.000 doses en cours de dédouanement, qui devraient être réceptionnées cette semaine, et 950.000 doses en cours de contrôle et de dédouanement. Il a également annoncé la réception prochaine d'un million de doses, précisant que les services du ministère continuaient de diversifier les sources d'approvisionnement des produits anesthésiants, en plus de l'implantation de quatre projets de production locale.

lions d'euros au titre du remboursement au niveau des caisses de sécurité sociale.

Outre les nouveaux projets à l'étude pour la production locale d'autres types d'insuline, le ministre a rappelé que la facture d'importation de tous les types d'insuline (stilos et flacons) avait été réduite de 68 millions d'euros au cours de la première année de la production locale, soit une réduction de 21% par rapport à la facture de 2022, qui s'élevait à 320 millions d'euros.

Concernant les médicaments anticancéreux, M. Aoun a souligné que sur six projets validés, deux fabricants recourent à un cycle complet de production des formes sèches et deux autres en sont à des étapes avancées d'inscription post-production, évoquant le lancement de la production de formes injectables d'anticancéreux durant le 2e semestre de 2024. Pour ce qui est de la production de collyres et de pilules contraceptives et de la possibilité de production d'hormones de croissance, le ministre a fait état de l'accompagnement des fabricants locaux, à l'image du groupe SAIDAL, pour la production d'autres types de médicaments à forte valeur ajoutée qui étaient en rupture comme les collyres et les hormones de croissance.

Il a cité également la réhabilitation des usines conformément aux bonnes pratiques de production des pilules contraceptives pour atteindre des hauts niveaux de production. S'agissant des projets de production des matières premières, le ministre a indiqué qu'il existait une volonté claire chez les investisseurs de pro-

duire les matières premières des médicaments de base, comme le paracétamol et les antibiotiques, vu leur grande importance, citant le projet du groupe IMGS pour la production des matières premières nécessaires à la fabrication du paracétamol et le projet de SAIDAL avec un partenaire indien pour la production des matières premières destinées à la fabrication des antibiotiques. Par souci de garantir la disponibilité des médicaments et de suivre leur traçabilité et dans le cadre de la lutte contre toute pratique commerciale illicite comme le monopole et la vente concomitante, il était nécessaire de développer la plateforme numérique du ministère pour assurer un encadrement réglementaire des marchés de ces produits, a souligné le ministre.

La plateforme numérique du ministère regroupe actuellement les données relatives aux programmes de production et de réception conformément aux programmes d'importation, outre les déclarations hebdomadaires des stocks des producteurs et des importateurs et les quantités distribuées pour les produits pharmaceutiques, a expliqué le ministre, soulignant que plus de 5000 déclarations hebdomadaires avaient été reçues et traitées via cette plateforme.

Les services du ministère procèdent, par ailleurs, au traitement hebdomadaire de près de 18.000 données numériques sur les niveaux des stocks, les numéros des lots, le conditionnement et les niveaux des stocks des matières premières par rapport au nombre d'unités à commercialiser, a conclu le ministre.

La convention vise en particulier, la prise en charge médicale des patients de la région de Ghardaïa et le perfectionnement des compétences des professionnels de ces établissements hospitaliers dans le domaine des pathologies cardio-vasculaires et le management, a expliqué à l'APS le DSP de Ghardaïa, Dr Ahmed Zenati.

La délégation médicale de l'EHS Maouche Mohand Amokrane d'Alger, conduite par le professeur Mourad Ab-

delbaki, s'est enquise des capacités techniques dont dispose les deux nouveaux hôpitaux de Berriane et Guerrara, situés respectivement à 45 et 120 Km du chef-lieu de wilaya (Ghardaïa), souligne le DSP.

Et d'ajouter que ce professeur spécialisé en cardio-vasculaire interventionnelle a exprimé sa forte volonté de mener des opérations complexes dans sa spécialité dans ces deux nouveaux établissements de santé, compte tenu de la

disponibilité de plateaux techniques performants ainsi que du matériel nécessaire aux interventions cardiaques.

Cette convention de jumelage "se concrétisera dès le début de l'année 2024", a indiqué le DSP, Dr Zenati précisant que cette délégation médicale a effectué en marge de sa visite à l'hôpital de Berriane dix sept (17) auscultations spécialisées en cardiologie auprès des patients de la région.

PALESTINE

Ghaza fait face à "un désastre de santé publique", selon le bureau humanitaire de l'ONU

Le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) a indiqué mercredi que Ghaza était confrontée à un "désastre de santé publique" en raison de l'effondrement de son système de santé et de la propagation de maladies à la suite de l'agression sioniste toujours en cours.

"Nous savons tous que le système de santé s'est effondré" à Ghaza, a déclaré Lynn Hastings, coordinatrice humanitaire des Nations unies pour le territoire palestinien occupé. Les Nations unies et les groupes humanitaires ont tiré la sonnette d'alarme sur la propagation des maladies infectieuses à Ghaza, où le déplacement interne de 85% de la population a provoqué une surpopulation des abris et autres installations d'hébergement temporaire. L'Organisation mondiale de la Santé



(OMS) a signalé une forte augmentation des infections respiratoires aiguës, de la diarrhée, des poux, de la gale et

d'autres maladies à propagation rapide. Hastings a déclaré que les habitants de Ghaza devaient faire la queue pen-

dant des heures juste pour accéder aux toilettes. "Vous pouvez imaginer à quoi ressemblent les conditions sanitaires", a-t-elle dit. Mardi, l'OMS avait indiqué que seuls 11 des 36 hôpitaux de Ghaza étaient partiellement fonctionnels, un au nord et 10 au sud de l'enclave. Selon Hastings, près de la moitié des 2,3 millions d'habitants de Ghaza se trouvent désormais à Rafah, à la pointe sud de l'enclave, pour échapper aux bombardements sionistes. "Cela ne conduit qu'à une crise sanitaire", a-t-elle averti.

NIGERIA

200 décès liés à la fièvre de Lassa depuis le début de l'année

Au moins 200 décès dus à la fièvre de Lassa ont été enregistrés au cours des 11 derniers mois malgré l'intensification des mesures prises par le gouvernement pour réduire les infections à travers le pays, a déclaré le Centre nigérian de contrôle des maladies (NCDC), samedi. Dans son dernier rapport sur la situation de la fièvre de Lassa, le NCDC a fait état de 1.170 cas confirmés dans 114 zones de gouvernement local à travers 28

Etats depuis le début de l'année jusqu'au 3 décembre en cours. Le pays a jusqu'à présent enregistré un total de 8.542 cas suspects. Avec le nombre actuel de décès, le rapport de l'institution de santé publique indique que le taux de léalité de l'épidémie de fièvre de Lassa s'est élevé à 17,1%. La fièvre de Lassa est une maladie hémorragique virale aiguë causée par le virus de Lassa, un membre de la famille des arénavirus.

L'homme est généralement infecté par le virus à la suite d'une exposition à des aliments ou à des articles ménagers contaminés par l'urine ou les excréments de rats infectés. Dans certains cas, la fièvre de Lassa cause des symptômes similaires à ceux du paludisme, apparaissant entre une et trois semaines après l'exposition au virus. Dans les cas bénins, le virus provoque de la fièvre, de la fatigue, de la faiblesse et des maux de tête.

ETATS-UNIS

Hausse des cas de grippe et de Covid-19

Les cas de grippe et de Covid-19 ont nettement augmenté aux Etats-Unis, en particulier chez les jeunes enfants, rapportent des médias.

Un nombre croissant de personnes testées positives à la Covid et admises à l'hôpital avec des symptômes graves. Selon les données, environ 10% des tests de Covid-19 signalés au Centre américain de contrôle et de

prévention des maladies (CDC) se sont révélés positifs au cours de la dernière semaine.

Les admissions à l'hôpital pour la Covid ont atteint près de 20.000 au 25 novembre dernier, ce qui représente une augmentation de 10%, selon les données du CDC. Parmi les maladies respiratoires, la Covid continue de provoquer le plus grand nombre d'hospita-

lisations et de décès, soit environ 15.000 hospitalisations et 1.000 décès par semaine, a signalé la directrice du CDC, Mandy Cohen. Mandy Cohen, citée par les médias. La grippe, a elle augmenté, avec un taux de positivité des tests de 6% au niveau national et 4.268 hospitalisations pour la même période, selon la même source, qui a fait état de décès d'environ 100 per-

sonnes, dont huit enfants pour des causes liées à la grippe depuis le début de la saison.

Dans un rapport hebdomadaire, le CDC a fait savoir que l'activité grippale saisonnière a continué d'augmenter dans la plupart des régions du pays, notamment dans les régions du centre-sud, du sud-est, des montagnes et de la côte ouest.

ONU

L'Ethiopie est toujours en proie aux conflits et à de multiples épidémies (Unicef)

L'Ethiopie est toujours confrontée à un conflit permanent, à des déplacements à grande échelle et à de multiples épidémies, a indiqué le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) dans son dernier rapport sur la situation humanitaire en Ethiopie publié jeudi.

"La situation humanitaire dans ce pays d'Afrique de l'Est, touchée principalement par des conflits en cours et des épidémies, s'est encore aggravée en raison des chocs climatiques", selon le rapport. "Plus récemment, cette situation a été aggravée par les inondations provoquées par El Nino, qui ont toutes un impact profond sur les personnes vulnérables, en particulier les enfants", a-t-il ajouté.

Les inondations ont gravement affecté plus de 1,5 million de personnes dans certaines parties du sud-est de l'Ethiopie, déplaçant plus de 600.000 personnes, causant la mort de 57 personnes et de milliers de têtes de bétail, et endommageant et détruisant des infrastructures et des récoltes. L'Unicef a précisé que 72% de son appel de 674,3 millions de dollars pour

l'action humanitaire pour les enfants (HAC) 2023 pour l'Ethiopie restait à financer. "L'Unicef poursuit son appel pour obtenir des fonds essentiels afin de répondre aux besoins humanitaires des enfants, des adolescents, des femmes et des hommes en Ethiopie", indique le rapport.

CHINE

Le contrôle des maladies respiratoires pour les personnes âgées reste stable (ministère)

La situation générale de la prévention et du contrôle des maladies respiratoires dans les établissements de soins aux personnes âgées en Chine reste stable, a annoncé dimanche un responsable du ministère des

Affaires civiles. Etant donné que la majorité des personnes âgées ont des problèmes de santé sous-jacents et un système immunitaire affaibli, l'hiver s'avère pour elles une haute saison des maladies respira-

toires, en particulier chez les résidents des établissements de soins aux personnes âgées densément peuplés, a déclaré Li Banghua, vice-directeur du département de service de soins aux personnes âgées du ministère,

lors d'un point de presse cité par l'agence Chine nouvelle.

Le ministère a mis en œuvre une série de mesures pour renforcer la protection des personnes âgées dans ces établissements, a noté M. Li. Ces mesures compren-

nent le développement de plans d'urgence efficaces visant à traiter les foyers potentiels et à sensibiliser les personnes âgées et le personnel des établissements aux maladies respiratoires.

APS

BURKINA FASO

688 décès liés à la dengue depuis le début de l'année

La dengue a fait 688 morts au Burkina Faso du 1er janvier au 10 décembre 2023, selon les autorités médicales. Lors d'une rencontre d'information mercredi à Ziniaré, ville au nord-est d'ouagadougou, Mme Rokia Guébré, médecin-chef de district a expliqué que dans la semaine du 4 au 10 décembre 2023, 5.109 cas suspects, dont 2.178 cas probables de dengue, ont été notifiés, et 12 décès enregistrés.

Depuis le début de l'année de 2023, 146.878 cas de dengue, dont 67.658 cas suspects et 688 décès, ont été rapportés, a-t-elle précisé. Cependant, elle a noté une tendance baissière de la maladie de façon générale grâce à l'intensification des moyens de lutte engagés par les autorités sanitaires.

Les principaux foyers de cas de dengue au Burkina Faso sont Ouagadougou et Bobo-Dioulasso, selon le ministère en charge de la Santé.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'OMS craint une propagation internationale de l'épidémie de mpox depuis la RDC

L'Organisation mondiale de la santé s'est inquiétée vendredi des risques de propagation internationale de l'épidémie de mpox (longtemps appelée variole du singe) qui s'étend en République démocratique du Congo.

"Nous craignons qu'il y ait une transmission internationale" depuis la RDC, a déclaré la Dr Rosamund Lewis, spécialiste du mpox à l'OMS, lors d'un point de presse à Genève. "L'épidémie s'étend rapidement dans le pays" qui a signalé cette année "plus de 13.000 cas suspects", soit "plus de deux fois le nombre de cas signalés au cours des années précédentes", et parmi eux "plus de 600 décès", a-t-elle indiqué.

L'OMS avait déjà sonné l'alerte fin novembre sur cette épidémie dans la RDC, porté par le variant I du virus, et annoncé l'envoi d'une mission d'évaluation. "Le tableau démographique dans les zones nouvellement infectées est donc préoccupant, car c'est la première fois que nous constatons que le virus mpox touche plus de femmes que d'hommes", a signalé la Dr Lewis. Des flambées du variant IIb du mpox avaient été constatées, à partir de mai 2022, en Europe et aux Etats-Unis, en dehors de la dizaine de pays d'Afrique centrale et de l'ouest où la maladie est depuis longtemps endémique, poussant l'OMS à déclarer le niveau d'alerte maximale le 23 juillet 2022. Le 11 mai, l'OMS avait levé l'alerte, mais appelé à rester vigilant.

MÉDICAMENTS

Pénuries: l'Union européenne établit une liste de médicaments vitaux

Une liste répertoriant plus de 200 médicaments jugés essentiels pour les systèmes de santé au sein de l'Union européenne (UE) a été rendue publique mardi, une mesure visant à prévenir les pénuries sur le Vieux Continent. Paracétamol, morphine, antibiotiques, antifaryngitiques, produits anesthésiants, anti-infectieux, insulinine, antiépileptiques, médicaments du système respiratoire: cette liste, la première du genre à l'échelle européenne, couvre un large éventail de domaines thérapeutiques, des vaccins et des traitements de maladies rares.

Les médicaments identifiés comme critiques feront l'objet de mesures particulières, comme la prise en compte de la sécurité des approvisionnements dans les appels d'offre ou des recommandations pour diversifier les fournisseurs. Pour figurer dans ce répertoire européen, le médicament doit être considéré comme critique dans plus d'un tiers des Etats membres. L'hiver dernier, l'UE a été confrontée à des pénuries de médicaments dues à plusieurs facteurs dont une forte augmentation de la demande et des problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement.

PRÉSIDENTIELLE EN EGYPTE

Sissi réélu avec 89,6% des voix

La président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, a remporté l'élection présidentielle en Egypte avec 89,6% des voix, s'assurant un nouveau mandat de six ans, a annoncé lundi l'Autorité nationale des élections.

Le chef de l'Autorité, Hazem Badawy, a déclaré que la participation avait atteint un taux "sans précédent" de 66,8% parmi les 67 millions d'électeurs égyptiens. Plus de 39 millions d'électeurs ont voté pour M. Sissi, à la tête du pays depuis

une décennie. Le président était opposé à trois candidats : Hazem Omar, chef du Parti populaire républicain et deuxième du scrutin avec 4,5% des voix, Farid Zahran, chef du parti démocratique égyptien, et Abdel-Sanad Yamama, du Wafd, parti cente-

naire. La victoire de M. Sissi lui assure un troisième mandat débutant en avril et censé être le dernier, conformément à la Constitution égyptienne. Aux présidentielles de 2014 et 2018, M. Sissi l'avait emporté avec plus de 96% des suffrages.

BURKINA FASO

Plus de 340.000 personnes déplacées internes regagnent leurs localités d'origine

Plus de 340.000 personnes, qui se sont déplacées à l'intérieur du Burkina Faso, ont regagné leurs domiciles à la date du 30 novembre 2023, a rapporté lundi la presse locale, citant des chiffres officiels. A la date du 30 novembre 2023, 343.383 personnes déplacées

internes du Burkina Faso sont retournées dans leurs localités d'origine cette année, a récemment déclaré Nandy Somé-Diallo, ministre burkinabé de la Solidarité, de l'Action humanitaire, de la Réconciliation nationale, du Genre et de la Famille, citée par la presse locale. Selon

l'Agence d'information du Burkina (AIB), le coordinateur résident par intérim du système des Nations Unies au Burkina Faso, Alain Akpadji, a appelé les partenaires à agir, étant donné que seuls 52% des besoins sont selon lui couverts par les ressources disponibles. Depuis 2015, l'in-

sécurité dans ce pays de l'Afrique de l'Ouest a coûté la vie à de nombreuses personnes et fait des milliers de déplacés. L'armée burkinabé et ses supplétifs, les volontaires pour la défense de la patrie (VDP), ont multiplié les opérations contre les groupes terroristes dans le pays.

GUINÉE

14 morts et 190 blessés après l'incendie d'un dépôt d'hydrocarbures à Conakry (nouveau bilan)

Au moins quatorze personnes ont été tuées et 190 blessées dans l'incendie qui a touché lundi le centre de Conakry, la capitale guinéenne, après l'explosion du principal dépôt de carburant du pays. Le sinistre est survenu dans la nuit de dimanche à lundi, aux environs de 00H00 (locales et GMT) dans le principal dépôt d'hydrocarbures de la société guinéenne de pétrole (publique)

à Kaloum, le quartier administratif et des affaires de Conakry. Le nombre de décès est passé de 13 à 14 personnes, de nationalité guinéenne et étrangère. 190 blessés ont été pris en charge par les secours et dans les hôpitaux de Conakry, dont 113 ont ensuite rejoint leurs familles, a assuré le gouvernement dans un communiqué lu lundi soir à la télévision nationale. Le souffle de l'explosion a provoqué d'importants dégâts matériels qui sont en cours d'évaluation par une commission d'enquête, poursuit le communiqué. Les sapeurs-pompiers se sont relayés toute la nuit et une grande partie de la journée pour venir à bout des flammes. L'incendie a été maîtrisé dans l'après-midi, selon le gouvernement.

Le feu a détruit une partie de l'infrastructure du dépôt, dont les réservoirs et les tuyaux qui alimentent la ville en électricité. Les secours ont également été mobilisés pour éteindre les dernières flammes et empêcher l'explosion de nouveaux réservoirs. Le bilan final n'a pas encore été dévoilé.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Fin de la campagne électorale après un mois de meetings

La campagne pour les élections du 20 décembre se terminera lundi soir en République démocratique du Congo (RDC) après un mois de meetings et de promesses.

Près de 44 millions d'électeurs, sur une population totale d'environ 100 millions d'habitants, sont appelés à élire mercredi leur président, leurs députés nationaux et provinciaux et, pour la première fois, leurs conseillers communaux.

Autre première, des Congolais de la diaspora vont pouvoir voter dans cinq pays.

À la présidentielle, élection à un tour, le chef de l'Etat sortant, Félix Tshisekedi, 60 ans, brigue un second mandat face à 18 postulants

issus d'une opposition morcelée, qui n'a pas su s'entendre sur un candidat commun.

Selon des analystes, Moïse Katumbi, 58 ans, riche homme d'affaires et ancien gouverneur du Katanga (sud-est), apparaît comme le challenger numéro 1. Il y a aussi Martin Fayulu, 67 ans, et le Dr Denis Mukwege, 68 ans, prix Nobel de la paix en 2018.

Respecté et connu dans le monde, mais novice en politique, Denis Mukwege s'est fait discrèt ces derniers jours et les rumeurs couraient même d'un possible retrait de sa candidature. Mais le docteur a appelé lundi les Congolais à voter pour lui, "pour dire non à la descente incessante aux enfers" de la RDC.

SOMALIE

Les forces de sécurité reprennent la responsabilité de la sécurité du palais présidentiel

Les forces de sécurité somaliennes ont officiellement repris les responsabilités de la sécurité du palais présidentiel et du Parlement, qui ont été assurées par la Mission de transition de l'Union africaine (ATMIS) pendant 16 ans.

L'ATMIS a déclaré que le transfert avait eu lieu dimanche après-midi à Mogadiscio, la capitale de la Somalie, marquant la reprise de la deuxième phase du retrait des troupes africaines du pays.

"Le transfert (de la sécurité) de ces institutions publiques, qui étaient auparavant au cœur du mandat de l'ATMIS, est une étape

cruciale dans le processus de transition. Il s'agit d'une étape importante qui témoigne des progrès collectifs réalisés au fil des ans", a déclaré l'ATMIS dans un communiqué publié dimanche soir.

La remise des deux installations, qui étaient sous le commandement des troupes ougandaises de l'ATMIS depuis 2007, "symbolise l'engagement et la préparation du gouvernement à assumer toutes les responsabilités en matière de sécurité pour la Somalie", a déclaré la mission de l'UA.

La réduction des effectifs est conforme à la résolution 2710 du Conseil de sécurité

des Nations unies, qui prévoit le retrait de 3.000 soldats de l'ATMIS d'ici au 31 décembre.

"Cette étape importante marque un progrès dans le cheminement de la Somalie vers l'autonomie et la stabilité", a déclaré la présidence somalienne dans un communiqué publié sur le réseau social X, anciennement Twitter.

Au cours de la première phase du retrait, qui s'est achevée en juin, l'ATMIS a retiré 2.000 soldats et transféré le contrôle de sept armées aux forces de sécurité somaliennes, conformément aux résolutions 2687 et 2670 du Conseil de sécurité des Nations unies.

CÔTE D'IVOIRE

La justice suspend à la dernière minute le congrès du Parti démocratique

Le congrès devant élire samedi le nouveau chef du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), principale formation d'opposition dans le pays, a été suspendu par la justice à quelques heures de son ouverture.

La justice a ordonné "la suspension et le report du congrès du PDCI dont la tenue est prévue pour le samedi 16 décembre 2023", selon une ordonnance du juge des référés du tribunal d'Abidjan.

Selon l'ordonnance, l'événement a été suspendu en raison d'irrégularités dans la liste des congressistes chargés d'élire le nouveau président du parti, quatre mois après la mort d'Henri Konan Bédié, son ancien leader. Deux candidats étaient en lice pour la présidence du parti : le banquier ivoirien Tidjane Thiam et le maire de la commune abidjanaise de Cocody, Jean-Marc Yacé. Un troisième candidat, Maurice Kacou Guikahue, cadre historique du PDCI, avait de son côté annoncé en début de semaine son retrait mais avait également critiqué le manque de transparence des instances du parti.

SÉNÉGAL

Près de 100 migrants irréguliers interceptés par la gendarmerie

Près de 100 migrants irréguliers en partance pour l'Europe, ont été interceptés, a annoncé la gendarmerie sénégalaise, dimanche.

Ce sont 93 candidats à l'émigration irrégulière qui ont été "apprehendés" entre vendredi et samedi, lors d'une "série d'opérations" menées dans différentes localités des régions côtières de Thiès (Ouest) et Saint-Louis (Nord), affirme la gendarmerie sur le réseau social X (anciennement Twitter).

Selon la même source, ces migrants comprennent, 83 Maliens, sept Gambiens et trois Mauriciens, des ressortissants de pays voisins du Sénégal. Elle dit inscrire ces interpellations dans "le cadre de la lutte contre l'émigration irrégulière".

KENYA

Signature d'un accord commercial avec l'UE

Le Kenya et l'Union européenne ont signé lundi un accord commercial qualifié d'"historique" par le président kényan William Ruto. "C'est (...) le début d'un partenariat historique pour une transformation historique", a déclaré William Ruto en présence de la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, lors de la cérémonie de signature du texte.

Cet accord de libre-échange, négocié de longue date et conclu en juin, garantit aux produits kényans un accès libre de droits et sans quotas au marché européen et des réductions tarifaires pour les produits européens à destination du pays d'Afrique de l'Est.

Ursula von der Leyen a qualifié ce partenariat de "situation gagnant-gagnant", appelant d'autres pays d'Afrique de l'Est à rejoindre l'accord.

Les parlements kényan et européen doivent désormais ratifier l'accord, qualifié la semaine dernière par le Conseil européen de "partenariat économique le plus ambitieux" conclu avec un pays en développement.

Il comprend également des engagements en faveur du développement durable, de la protection de l'environnement et des droits du travail, a indiqué le Conseil dans un communiqué. Pour le Kenya, l'UE représente plus de 20% de ses exportations, selon des chiffres officiels, principalement des produits agricoles comme les fruits et légumes ainsi que les célébres thé et café.

Le total des échanges commerciaux entre les deux marchés a atteint 3,3 milliards d'euros en 2022, en hausse de 27% depuis 2018, selon les chiffres de l'UE.

CAMEROUN

Un prêt de 74 millions d'euro de la BAD pour réformer le secteur énergétique

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé l'octroi d'un prêt de 74,25 millions d'euros au Cameroun pour financer les réformes de son secteur énergétique, a annoncé la banque dans un communiqué publié sur son site web.

Selon la même source, ce prêt accordé dans le cadre du Programme d'appui au redressement du secteur de l'électricité (PARSEC) aidera l'Etat camerounais à réaliser les réformes nécessaires du secteur énergétique en 2024 et 2025 afin de permettre au pays de produire, à terme, de l'énergie électrique en quantité abondante pour couvrir la totalité de ses besoins nationaux de 5 000 mégawatts et réaliser suffisamment de réserve pour déverser un pays exportateur d'énergie vers ses voisins, notamment le Tchad.

Par ailleurs, les réformes du secteur (énergétique) permettront notamment au Cameroun de réduire ses pertes commerciales d'électricité, d'améliorer le recouvrement des redevances et de mieux maîtriser les flux d'énergie dans le segment de la distribution notamment à travers l'installation des compteurs intelligents, y compris dans les bâtiments publics", indique la banque panafricaine, ajoutant que la population camerounaise, dans son ensemble, sera la première bénéficiaire de ce programme qui permettra l'amélioration de sa qualité de vie".

PALESTINE

Agression sioniste contre Ghaza: le bilan frôle les 20.000 martyrs dont plus de 90 journalistes

Le bilan de l'agression lancée, il y a 73 jours, par les forces d'occupation contre la bande de Ghaza ne cesse de s'alourdir, atteignant près de 20.000 martyrs palestiniens dont 93 journalistes, alors que plusieurs hôpitaux de l'enclave ont été détruits ou réduits à "un bain de sang" par l'artillerie sioniste.

Lundi, l'armée sioniste a poursuivi ses raids sur plusieurs zones de Ghaza, notamment à Khan Yunis et Jabalia, faisant des dizaines de martyrs pour la plupart des enfants et des femmes et de nombreux blessés, selon l'agence de presse Wafa.

Le nouveau bilan de ces massacres sionistes a dépassé de loin les 19.000 martyrs et 54.000 blessés, dont 70% sont des femmes et des enfants, selon des sources officielles palestiniennes.

L'armée sioniste s'en prend violence aux hommes de presse. On dénombre à présent 93 journalistes palestiniens tombés en martyrs depuis le début de l'agression sioniste sur Ghaza, le 7 octobre, selon le bureau des médias à Ghaza.

Le dernier martyr en date a été enregistré ce lundi. Il s'agit de la journaliste Hanin Ali Al-Qatshan, tuée avec cinq membres de sa famille dans un bombardement mené par l'armée sioniste contre le camp de réfugiés d'Al-Nuseirat, au centre de la bande de Ghaza.

Ainsi, après des mois de bombardements et de combats violents, la majeure partie de la population de Ghaza a été déplacée et souffre de pénuries de carburant, de nourriture, d'eau et de médicaments.

Et moins d'un tiers des hôpitaux de Ghaza fonctionnent partiellement, selon l'ONU, tandis que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a dénoncé dimanche l'impact des frappes sionistes sur les hôpitaux du territoire.

Le chef de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré que l'agence était "consternée par la destruction effective" de l'hôpital Kamal-Adwan, où les forces d'occupation ont mené une opération de plusieurs jours. Les bombardements sionistes ont également réduit le service des urgences de l'hôpital Al-Shifa à "un bain de sang".

Pour le patron de l'OMS, "le système de santé de Ghaza était déjà au genou, et la perte d'un

autre hôpital, même fonctionnant au minimum, est un coup dur".

Pour sa part, Wafa a rapporté qu'une frappe sioniste avait touché dimanche l'hôpital Nasser à Khan Yunis, principale ville du sud de Ghaza, faisant un martyr et sept blessés.

Les forces sionistes ont pris d'assaut, le même jour, l'hôpital Al-Awda dans le nord de Ghaza et arrêté le personnel médical après plusieurs jours de siège et de bombardements.

"Je ne serais pas surpris si des gens commençaient à mourir de faim, ou d'une combinaison de faim, maladie et faible immunité", a dénoncé Philippe Lazzarini, commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA).

Appel à une enquête sur des Palestiniens enterrés vivants

En plus des bombardements continus des hôpitaux, l'armée sioniste a enterré des personnes vivantes dans la cour de l'hôpital Kamal-Adwan, dans la ville de Beit Lahia (nord).

Dans ce contexte, l'Observatoire euro-méditerranéen des droits de l'Homme a déclaré avoir recueilli des témoignages confirmant que des bulldozers des forces sionistes ont enterré des Palestiniens vivants dans la cour de l'hôpital Kamal-Adwan, réclamant ainsi l'ouverture d'une enquête internationale indépendante sur ces informations.

L'organisation a toutefois critiqué pour la protection des droits de l'Homme a confirmé que ses équipes "continuent de documenter ce qui s'est passé à l'hôpital, y compris des informations sur l'assassinat de personnes vivantes et blessées et leur enterrer dans la cour de l'hôpital".

La Palestine a, elle aussi, exigé une enquête sur ces atrocités.

"Des informations et des témoignages de citoyens et

d'équipes médicales et média-tiques indiquent que l'occupation a enterré des citoyens vivants dans la cour de l'hôpital (Kamal-Adwan), et que certains d'entre eux ont été vus vivants avant que l'occupation ne les assaille", a déclaré la ministre palestinienne de la Santé, Mai al-Kaila.

Il s'agit d'un "crime horrible contre la population et le personnel médical", selon le journaliste palestinien Anas Al-Sharif, qui a visité l'hôpital juste après le retrait des forces sionistes.

Après plusieurs échecs du Conseil de sécurité de l'ONU à adopter une résolution appelaient à un cessez-le-feu à Ghaza, l'organe onusien devrait se prononcer ce lundi sur un nouveau texte appelant à une "cessation urgente et durable" de l'agression contre l'enclave palestinienne.

Parallèlement à la situation explosive à Ghaza, les territoires palestiniens occupés sont aussi le théâtre d'agressions sionistes sous plusieurs formes : assassinat, arrestation, intimidation ou profanation des lieux saints.

En Cisjordanie occupée, les arrestations de Palestiniens se sont intensifiées depuis le début de l'agression sioniste contre Ghaza. D'ailleurs, lundi, les forces d'occupation ont arrêté 33 Palestiniens, dont trois femmes et un ancien prisonnier dans différents gouvernements, selon Wafa.

El Qods-Est aussi a été la cible de raids et d'incursions de l'armée sioniste, qui y a mené une campagne d'arrestations avec l'usage d'armes à feu et de gaz lacrymogène contre des Palestiniens, d'après la même source. De plus, lundi matin, des dizaines de colons ont de nouveau pris d'assaut les esplanades de la mosquée d'Al-Aqsa, sous la forte protection de la police d'occupation, dans l'objectif de prendre le contrôle de ce lieu sacré et de le diviser temporellement et spatialement, a-t-on fait savoir.

Massacres à Ghaza : Borrell critique un "affligeant manque de discernement" de l'armée d'occupation

Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a critiqué lundi l'armée d'occupation qui continue son agression contre la bande de Ghaza et dont l'"affligeant manque de discernement" l'a conduite jusqu'à abattre trois otages sionistes. "Beaucoup de civils ont été tués à Ghaza (...) Nous assistons à un manque de discernement épou-

vantable" chez l'armée d'occupation sioniste à Ghaza, a écrit Borrell dans un message posté sur le réseau social X, anciennement Twitter.

Avant d'ajouter dans un autre message sur X que "cela doit s'arrêter, une pause humanitaire urgente est nécessaire", déplorant "la mort de fidèles (dans une église)", trois otages et de centaines d'autres civils". Près de

20.000 Palestiniens sont tombés en martyrs, dont des milliers d'enfants et de femmes, depuis le début de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza, le 7 octobre dernier. Vendredi, l'armée d'occupation a reconnu avoir tué trois otages sionistes "par accident" dans la bande de Ghaza. Le lendemain, une autre otage déte-

nue par la résistance palestinienne est morte en raison des opérations génocidaires menées par l'armée d'occupation dans l'enclave palestinienne. Samedi aussi, une mère et sa fille, toutes deux chrétiennes, ont été tuées par un soldat sioniste sur le parvis de la seule église catholique de Ghaza.

APS

LIBAN

Un missile de l'armée sioniste s'abat près du lieu des funérailles d'un résistant

Un missile de l'armée sioniste s'est abattu lundi à moins de 40 mètres du lieu des funérailles d'un membre du mouvement de résistance libanais du Hezbollah qui se tenaient dans un village frontalier du sud du Liban, sans faire de victime, a indiqué l'Agence nationale d'information (Ani, officielle).

"L'ennemi (...) a ciblé cet après-midi les personnes assistant aux funérailles du martyr (...) Hassan Maan Srour dans la localité de Aita al-Chaab", a affirmé l'Ani.

L'agence précise que la "frappe aérienne a visé le toit d'un immeuble à moins de 40 mètres du cortège, sans faire de victime", ajoutant que l'entité sioniste "tentait d'intimider des centaines de participants (...) restés jusqu'à la fin de la cérémonie".

Le missile s'est écrasé sur le toit d'un immeuble inhabité, ont constaté des médias, selon lesquels plusieurs obus d'artillerie sont tombés un peu plus tard, à quelques mètres du lieu des funérailles d'un autre résistant du Hezbollah dans le village de Beit Lif, à trois km plus au nord.

Depuis le début de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza, l'armée d'occupation tire en parallèle des missiles sur le sud du Liban, faisant plusieurs martyrs, dont des civils et des journalistes.

ETATS-UNIS

Lancement d'une base de données sur le comportement des policiers fédéraux

Le ministère américain de la Justice a lancé lundi une base de données centralisant les signalements et procédures disciplinaires à l'encontre de l'ensemble des agents des services de police fédéraux, une initiative visant à regagner la confiance de la population.

La création de cette base de données interne résulte d'un décret signé en mai 2022 par le président Joe Biden, symboliquement au 20e anniversaire du meurtre de George Floyd par un policier local, afin d'encadrer davantage les forces de l'ordre fédérales, mais qui ne régit pas les polices de chaque Etat ou des collectivités. "La protection de la sûreté publique repose sur la confiance entre les services de police et les communautés pour lesquelles ils travaillent", souligne M. Biden dans un communiqué, exhortant le Congrès à "adopter la loi George Floyd sur la justice dans le maintien de l'ordre" afin que les règles du décret s'étendent à tous les niveaux. La base de données, qui sera accessible uniquement par les responsables des services concernés, et à terme à d'autres secteurs de l'exécutif, doit être complétée dans les deux mois, soit d'ici le 16 février 2024. Le dossier de chacun des agents confindra tout élément de chacune des six catégories de manquement à leurs obligations définies par le décret, a précisé le ministère de la Justice.

Il s'agit des condamnations pénales, des jugements au civil, des licenciements, suspensions, démissions ou départs à la retraite sous le coup d'une enquête, et des plaintes répétées ou actions disciplinaires pour "grave manquement", selon la même source.

INDE

Près de cent parlementaires de l'opposition temporairement exclus

Près de 100 parlementaires de l'opposition ont été temporairement exclus lundi du Parlement indien pour avoir réclamé un débat sur le lancement la semaine dernière par un manifestant d'une bombe fumigène dans l'enceinte de l'institution. Parmi les 92 parlementaires suspendus figurent les principaux leaders de l'opposition des deux chambres du Parlement. Six personnes ont été arrêtées après une manifestation le 13 décembre, au cours de laquelle un homme a sauté sur le sol de la chambre basse du Parlement depuis la galerie des visiteurs. Les images officielles de la session montrent un homme criant des slogans et sautant par-dessus les tables devant des parlementaires stupéfaits, avant qu'une fumée jaune ne s'échappe d'un dispositif.

Le lendemain, 14 élus ont été interdits d'accès aux chambres parlementaires après avoir exigé que le ministre de l'Intérieur, Amit Shah, fasse une déclaration sur l'incident. Lundi, au moins 78 autres parlementaires ont été suspendus. Le Premier ministre Narendra Modi, qui brigue un troisième mandat lors des élections prévues en mai 2024, a qualifié l'incident de "très grave" et a ordonné une enquête détaillée, mais a déclaré qu'il n'était "pas nécessaire" d'organiser un débat sur la question, dans un entretien au journal Dainik Jagran.

EL BAYADH

La ministre de la Culture donne le coup d'envoi de la restauration de la "Zaouia Tidjania" à Boussemghoun

La ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji a présidé, lundi soir, le lancement des travaux de restauration de la "Zaouia Tidjania" et de la "Khaloua de Sidi Ahmed Tidjani" dans la commune de Boussemghoun (wilaya d'El Bayadh).

A cette occasion, la ministre a eu des explications de la part des représentants du bureau des études sur l'opération et la situation de cet important monument religieux, spirituel, culturel et historique, vieux de plus de quatre siècles, situé au milieu du vieux Ksar (ancien palais) de Boussemghoun.

Ce site, dénommé "Al Asaad", est une destination annuelle de visiteurs, de touristes et de disciples de la Tariqa Tidjania, de l'intérieur du pays et de l'étranger. Une enveloppe financière de 221 millions DA a été allouée à cette opération, dont le suivi a été confié à l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés.

Les chantiers ouverts concernent la restauration de l'ensemble de "Zaouia-Tidjania", qui comprend la "Khaloua" de Sidi Ahmed Tidjani, la salle de prière, l'école coranique, la maison relevant à la Zaouia et d'autres installations, et ce, dans le but de préserver ce monument.

Les délais impartis à ces travaux sont fixés à 24 mois. Par le passé, ce haut lieu religieux et culturel avait bénéficié d'une opération urgente visant à renforcer l'édifice de la Zaouia et sa couverture pour le protéger contre des facteurs naturels, notamment les pluies torrentielles, pour un coût de 23 millions de dinars.

La ministre a insisté sur la nécessité de valoriser ce monument important, de le préserver et de promouvoir ses activités, étant donné que la Zaouia Tidjania et la "Khaloua" de Sidi Ahmed Tidjani attirent des délégations et des mouridine (adeptes) de la tariqa Tidjania de différents pays.

Elle a également mis l'accent sur le respect des délais convenus, ainsi que du caractère architectural et patrimonial de cet ancien monument historique et religieux.

Concernant la possibilité de restaurer le reste des parties du Ksar de Boussemghoun à l'avenir, Mme Mouloudji a révélé que le décret de classe-

ment de ce palais comme patrimoine national, sera publié prochainement, ce qui permettra l'enregistrement d'un plan permanent de protection et de valorisation de cet ancien palais.

Elle a aussi rappelé le lancement, dans un passé récent, d'opérations de restauration d'un nombre de ksour (palais) à travers le pays, soulignant que pour cette année d'autres opérations de restauration ont été enregistrées dans plusieurs wilayas dont Ouargla et Laghouat.

Par ailleurs et dans l'optique d'augmenter le nombre de sites archéologiques classés à travers le pays, la ministre a instruit les responsables du secteur au niveau local de préparer et d'envoyer au moins cinq dossiers de chaque wilaya afin d'entamer les procédures d'étude et de classement.

Par la même occasion, Mme Mouloudji a également présidé l'ouverture d'une exposition de photos de sites archéologiques dont regorge la wilaya d'El Bayadh.

LANGUE ARABE

Le HCLA célèbre son 25e anniversaire

Le Haut Conseil de la langue arabe (HCLA) a célébré, lundi à Alger, la Journée mondiale de la langue arabe et les 25 ans de son installation, riches en efforts en tant qu'instance consultative qui a pour but de promouvoir la langue arabe en Algérie.

Le Conseiller auprès du président de la République chargé de l'Education, de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle et de la culture, M. Mohamed Se-ghir Saâdaoui a présidé le lancement de la double célébration de la Journée mondiale de la langue arabe (18 décembre de chaque année) et du 25e anniversaire de l'installation du HCLA en tant qu'instance consultative, placée sous la tutelle de la Présidence de la République, et ce en présence de personnalités nationales, culturelles et diplomatiques.

La célébration de la langue arabe revêt une dimension civilisationnelle importante imprégnée de paix, de tolérance et d'amour dont font preuve ses locuteurs, a affirmé M. Saâdaoui.

Le HCLA, a-t-il poursuivi, a consenti des efforts considérables à travers son activité d'organe constitutionnel et ambitionne de réaliser de nouveaux acquis à l'avenir, notamment celui de faire de l'arabe la langue de la recherche scientifique, des nouvelles technologies et des sciences exactes.

Le président du HSLA, Salah Belaïd a, de son côté, souligné que l'Organisation des Nations unies pour l'Education, la science et la culture (UNESCO) considérait la langue arabe comme un véritable vivier des poètes et des artistes,

eu égard aux différentes valeurs qu'elle revêt. Et d'ajouter que "la langue arabe est agréable aussi bien sur le plan phonétique qu'esthétique, avec un impact important sur la littérature et les arts et un bagage culturel considérable entre œuvres littéraires, poésie, musique et calligraphie".

Appelant à "enseigner aux enfants les arts, à promouvoir le théâtre, la peinture, la danse, et à créer des troupes folkloriques", M. Belaïd a considéré que la langue arabe se veut une "passerelle" qui permet "d'apprendre et d'établir des relations avec autrui, en tant que moyen de vivre ensemble en paix".

Dans le cadre de cette Journée, il a été procédé à la remise des prix aux lauréats du Prix du HCLA pour la littérature, dans sa première édition de l'année 2023.

Le roman de Leïla Amer a été primé dans la catégorie du roman. Le prix de la meilleure poésie a été attribué ex-aequo à Mousse Brahimy (et Grine Mohamed et un autre prix d'encouragement a été décerné à Yacine Miftah Meftah.

Concernant la meilleure œuvre littéraire destinée aux enfants, le prix a été décerné ex-aequo à Amel Yahiaoui et Abderrahmane Kerroumi. Un prix d'encouragement a été attribué à Amina Mesloub dans la même catégorie.

Le président du HCLA a annoncé l'ouverture des candidatures pour le Prix du HCLA au titre de l'année 2024, visant à encourager les chercheurs du pays et à valoriser leurs réalisations scientifiques, intellectuelles et créatives, pour contribuer à leur promotion, que ce soit des œuvres en langue arabe ou traduites vers elle.

MOSTAGANEM

Coup d'envoi du Salon national de la calligraphie arabe

Le coup d'envoi de la première édition du Salon national de la calligraphie arabe a été donné lundi à la maison de la culture "Ould Abderrahmane Kaki" de la ville de Mostaganem, avec la participation de 21 artistes plasticiens de 9 wilayas du pays.

Le plasticien Djillali Grine (organisateur) a indiqué que cette manifestation, coïncidant avec la célébration de la Journée internationale de la langue arabe, le 18 décembre de chaque année, connaît la participation de plasticiens spécialisés dans différents styles de la calligraphie arabe classique et moderne des wilayas de Mostaganem, Relizane, Saïda, Tiziaret, Tissimtil, Chlef, Ain Defla, Tlemcen et Tébessa. Après l'ouverture de l'exposition d'art, qui a réuni les œuvres des

artistes participants dans plusieurs types de la calligraphie arabe à la galerie des arts, à l'instar du Khatt El-Koufi, Khatt El Thuluth, Khatt El Nasah, Khatt El Roq'a, ainsi que Khatt El Moujawhar, utilisé pour les lettres, une conférence a été animée sur "l'esthétique de la lettre arabe entre calligraphie et langage" par un enseignant à l'université Abdelhamid Ibn Badis de Mostaganem, également calligraphe, Réda Djemai, a ajouté le même interlocuteur.

Au cours de cette manifestation de trois jours, plusieurs ateliers seront organisés sur la purification du papier et sa préparation à la calligraphie arabe et aux divers styles de cet art au profit des étudiants universitaires et des acteurs des groupes de dessin et des arts

de la maison de la culture Ould Abderrahmane Kaki, animés par plusieurs artistes, tel que le calligraphe Syrien Atef Della. M. Djillali Grine a souligné que cette édition est venue après des années d'organisation de manifestations culturelles et artistiques sur la calligraphie, la décoration et les miniatures, mettant l'accent sur le slogan de l'Unesco de cette année, qui a été consacré à l'arabe comme langue de poésie et de mélodie.

Le même interlocuteur a ajouté que ce salon vise à mettre en valeur les arts islamiques et à encourager les nouvelles générations de peintres qui émergent à les pratiquer, sachant que ce type d'art arabe authentique est lié à l'identité nationale et à la culture algérienne.

THÉÂTRE

Treize spectacles en compétition au 16e Festival national du théâtre professionnel

Le 16e Festival national du théâtre professionnel (Fntp) qui se tiendra du 22 au 31 décembre à Alger, a programmé 13 pièces de théâtre en compétition, en plus de spectacles en off, ont indiqué lundi les organisateurs.

Outre le Théâtre national algérien (Tna) Mahieddine-Bechtaoui, en lice avec la pièce "Le banquet", neuf autres théâtres régionaux et trois compagnies participent à l'édition 2023 du Fntp, dédiée à l'acteur de théâtre et de cinéma, Sid Ahmed Agoumi.

"Istirahet el mouharidjine" du Théâtre régional de Constantine, "El Mouhached" (Le camp) de Souk Ahras et "Taht El hissar" (Sous l'état de siège) de Skikda, produits dans le cadre du programme célébrant le 60e anniversaire de l'indépendance comptent parmi les pièces de théâtre en lice.

Les théâtres de Biskra, de Béchar, de Mascara, d'Annaba, de Laghouat et de Sidi Bel Abbès concourent également aux côtés de spectacles produits par les coopératives artistiques "Echemâa" de Constantine, "El Mouja" de Mostaganem et "Numidja" de Bordj Bou Arréridj.

Plusieurs prix, récompensant les meilleurs spectacles, mise en scène, musique, scénographie et rôles seront décernés à la clôture du Festival par un jury, présidé par la comédienne Fadila Hachemaoüi.

En parallèle, des spectacles seront présentés "hors compétition", au Théâtre communal d'Alger-centre, selon les organisateurs qui n'ont pas communiqué les titres des pièces de théâtre programmées.

En marge des représentations, des conférences et rencontres thématiques sur la critique, la mise en scène et la régie, ainsi qu'une rencontre-hommage au comédien Ali Sellali dit Allalou (1902-1992) animée par l'universitaire et critique de théâtre, Ahmed Cheniki, seront au menu.

ALGER

Le wali inspecte les travaux de restauration du Palais du Dey

Le wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, a effectué lundi une visite d'inspection au palais du Dey à Alger où il s'est enquis des travaux de restauration et de transformation de ce monument en musée, insistant sur l'accélération de la cadence des travaux, indique un communiqué des services de la wilaya.

M. Rabehi s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de restauration de ce monument historique et culturel, sis à Hussein Dey, qui devrait être transformé en musée communal au profit des visiteurs et des touristes de la capitale, ajoute la même source.

Par ailleurs, le wali a souligné la nécessité "d'accélérer la cadence des travaux pour livrer le projet dans les délais contractuels", insistant sur l'aménagement extérieur du Palais.

Lors de cette visite, M. Rabehi était accompagné du wali délégué de la circonscription administrative d'Hussein Dey, du président de l'assemblé populaire communale, des directeurs et des cadres de la wilaya, conclut le communiqué.

APS

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Algérie Télécom lance iBox, une solution de stockage de données

Algérie Télécom a annoncé le lancement d'iBox, une solution de stockage de données conçue pour satisfaire les exigences en matière de gestion des données, indique, lundi, l'entreprise publique dans un communiqué.

Cette nouvelle solution de stockage, élaborée par ICOSNET, est "accessible dans l'ensemble du réseau commercial et la boutique en ligne d'Algérie Télécom +idoomarket-at.dz+", précise la même source. Disponible sur l'application mobile (Android et iOS) et sur le Web, elle "offre la possibilité de sauvegarder et partager en ligne des fichiers tels

que des documents, des photos et des vidéos". Cette solution, qui s'adresse à différents profils d'utilisateurs (particuliers et professionnels), propose 3 packs distincts mis à la disposition des utilisateurs, "permettant ainsi le téléchargement et le partage de fichiers à volonté", ajoute le communiqué. Il s'agit du pack "iBox" offrant 100 Go d'espace de

stockage, idéal pour le grand public cherchant à conserver, en toute sécurité, leurs fichiers, du pack "iBox Pro", proposant 500 Go d'espace de stockage pour 5 utilisateurs, adapté aux utilisateurs nécessitant un stockage supplémentaire pour leurs projets et le pack "iBox Business", d'une capacité de 1024 Go, pour 10 utilisateurs, spécialement conçu

pour répondre aux besoins notamment des entreprises nécessitant un espace de stockage étendu pour la gestion de leurs données professionnelles. "Hébergé en Algérie, iBox offre une sécurité et confidentialité optimales des données", affirme Algérie Télécom qui invite les usagers à visiter son site web www.algerie-telecom.dz pour plus d'informations.

ETATS UNIS

Apple suspend la vente aux Etats-Unis de modèles de sa montre, à cause d'un souci de brevet

Apple a annoncé lundi la suspension de la vente aux Etats-Unis de plusieurs modèles de sa montre connectée du fait d'un litige concernant un brevet lié à la détection du taux d'oxygène dans le sang.

Cette décision intervient après la recommandation le 27 octobre par la Commission américaine du commerce international (USITC) d'interdire l'importation aux Etats-Unis de certains modèles de la montre connectée d'Apple, accusés

par le fabricant d'appareils médicaux Masimo d'avoir copié ses technologies.

L'USITC a émis un "ordre d'exclusion limitée" contre ces modèles, censé entrer en vigueur après soixante jours sauf si le gouvernement américain s'y opposait, ayant alors indiqué Masimo, une société établie en Californie.

Un examen de cette recommandation est actuellement en cours par les services du président Joe Biden.

"La période d'examen (présidentiel, NDLR) ne s'achève pas avant le 25 décembre mais Apple prend de manière préemptive les mesures pour respecter la décision si elle devait être confirmée", a expliqué lundi à l'AFP un porte-parole du groupe américain.

Ces mesures incluent la suspension des ventes des montres Apple Watch Series 9 --sortie en septembre-- et Apple Watch Ultra 2, à partir du 21 décembre sur le site internet du géant et après le 24 dé-

cembre dans les boutiques, a poursuivi cette source.

De son côté, Apple estime que l'organisme américain a tort et que sa décision devrait être annulée, ce qu'il est prêt à réclamer en justice si nécessaire.

Masimo a saisi l'USITC en 2021 en soutenant que l'Apple Watch 6, modèle mis en vente en 2020 et le premier à comporter une fonction de mesure du niveau de saturation du sang en oxygène, copiait l'une de ses technologies brevetées,

basée sur la lumière. "Masimo a indûment tenté d'utiliser l'ITC pour empêcher des millions de consommateurs américains d'avoir accès à un produit qui pourrait leur sauver la vie, tout en faisant de la place pour sa propre montre qui copie celle d'Apple", accusait le groupe de Cupertino fin octobre.

Apple a lancé fin 2022 deux recours en justice pour non-respect de brevets à l'encontre de Masimo, l'accusant de copier la technologie de ses montres.

ESPACE

USA: "Blue Origin" reporte son premier vol spatial depuis un accident en 2022

L'entreprise spatiale américaine "Blue Origin" a reporté à plus tard dans la semaine le décollage de sa fusée New Shepard, qui devait revoler lundi pour la première fois depuis un accident survenu il y a plus d'un an.

Le lancement, qui doit marquer le grand retour dans les airs de la compagnie fondée par le milliardaire Jeff Bezos, n'a pas pu avoir lieu comme prévu lundi "à cause d'un problème au niveau des systèmes au sol", a

déclaré Blue Origin sur X. "Nous annoncerons bientôt une nouvelle fenêtre de tir pour cette semaine", a précisé l'entreprise.

Un peu plus tôt lundi, Blue Origin avait déjà indiqué repousser d'une heure le moment du décollage en raison de basses températures sur le pas de tir, dans l'ouest du Texas.

La mission, nommée NS-24, ne doit transporter personne à bord mais des expériences scientifiques, dont plus de la moitié

développées avec le soutien de la Nasa. Cette fusée est toutefois aussi utilisée par l'entreprise pour des vols de tourisme spatial, et a déjà emmené 31 personnes pour des voyages de quelques minutes au-dessus de l'ultime frontière, dont Jeff Bezos lui-même. L'accident survenu en septembre 2022 s'était soldé par le crash de l'étage de propulsion de la fusée, qui ne transportait alors pas non plus de passagers. Une enquête avait été ouverte par le régulateur

américain de l'aviation (FAA), qui a conclu en septembre que l'accident avait été causé par "une température opérationnelle du moteur plus élevée que prévue". La FAA avait demandé des changements à l'entreprise spatiale avant que les vols ne puissent reprendre. Ces "actions correctives" comportaient notamment la modification de la conception de certaines composantes du moteur.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de Bejaia - Daira de Bejaia - Commune de Bejaia

NIF : 096206019213142

AVIS D'APPÉL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N° 23/2023

- Le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Bejaia, lance un avis d'appel d'offres national ouvert pour : **Acquisition de Mobilier scolaire au profit des écoles primaires**

- Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés publics de la commune de Bejaia sis Rue Si El Hous Bejaia contre paiement de 3.000,00 DA représentant les frais d'impression.

1/-DOSSIER DE CANDIDATURE.....composé de :

- Déclaration de candidature renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire;
- Déclaration de probité renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire;
- Les statuts pour les sociétés.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Registre de commerce électronique.

2-L'OFFRE TECHNIQUEcomposée de :

- La déclaration à souscrire renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire;
- Documentation sur le mobilier proposé (Notice descriptive d'homologation, Marque, type, catalogues, fiches techniques, brochure, CD-ROM et photos).
- Attestation de fabrication délivrée par la chambre de commerce et d'industrie
- Mémoire technique justificatif comprend : Délais de livraison, Délais de garantie et délai de Service après vente)
- Cahier des charges (offre technique) portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »

3-L'OFFRE FINANCIEREcomposée de :

- La lettre de soumission renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire;
- Bordereau des prix unitaires renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire;
- Le devis quantitatif et estimatif. renseignée, signée et cachetée par le soumissionnaire
- Cahier des charges (offre financière) portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté »

- Les offres doivent être adressées à Monsieur le Président de l'Assemblée Populaire Communale de Bejaia Rue Si El Hous sous double enveloppe cachetée et fermée. L'enveloppe extérieure doit être anonyme portant mention obligatoire suivante :

A M O N S I E U R L E P R E S I D E N T D E L A S S E M B L E E P O P U L A I R E C O M M U N A L E D E B E J A I A

AVIS D'APPÉL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N° 23/2023

Acquisition de Mobilier scolaire au profit des écoles primaires

SOUMISSION A NE PAS OUVRIR

- La date limite de réception des offres est fixée à dix (15) jours à 12H00 à compter de la date de première du présent avis dans les quotidiens nationaux et au BOMOP

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

- L'ouverture des plis techniques et financiers est prévue en séance publique et se tiendra le jour de dépôt des offres à 14 H 00 au siège de l'A.P.C. Les soumissionnaires sont invités à participer à la séance d'ouverture des plis.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya : EL-OUED

Daira : EL-OUED

Commune : EL-OUED

AVIS D'INFRUCTUOSITE

En application du décret Présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant la réglementation des marchés publics et des délégations de services public.

Le Président De l'Assemblée Populaire Communale De la Commune d'EL-OUED porte à la connaissance aux soumissionnaires à l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales à :

Services collecte, levage et transport des ordures ménagères et assimilées à travers la commune d'El oued deux (02) lots séparées.

LOT A : y compris les secteurs suivants : Cité, (kaouthar, lazazia, chott, 1^{er}Novembre, pôle universitaire, Ehazaila).

LOT B : y compris les secteurs suivants : Cité (listikdal, nazlat mahria, nazlat sai, chahid mohammed debar, Nakhil, kods, Enazla, Sidi mastour, Bouhmid, Ouled ahmed est).

Paru dans les journaux **SADA ALYUM N°: 08/2023 le: 17/05/2023 et Le: DK NEWS** que cet avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales cité ci - dessus a été déclaré infructueux pour le motif suivant: **aucune offre n'est déclarée conforme à l'objet du marché et au contenu du cahier des charges.**

CYCLISME - CHAMPIONNATS ARABES SUR ROUTE (CONTRE-LA-MONTRE PAR ÉQUIPES CADETS)

Médaille d'argent pour les Algériens

La sélection algérienne masculine de cyclisme a décroché la médaille d'argent au contre-la-montre par équipes (cadets), disputé lundi matin à Ryadh en Arabie Saoudite, pour le compte de la deuxième journée des Championnats arabes de cyclisme sur route toutes catégories (15-23 décembre), a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC).

Composée du quatuor Abdeldjalil Boutebba, Sameh Rouabah, Yasser Laïdi et Ali Saouane Bouassellah, la sélection algérienne a terminé la course longue de 31 km dans le temps de 41m 41sec 27c, alors que la médaille d'or est revenue à l'Arabie saoudite (41m21sec43c). La sélection irakienne a pris la médaille de bronze (43m 38sec 09c). Cette deuxième journée sera marquée également par l'entrée en lice de la sélection algérienne Elite (messieurs), composée du quatuor Azzedine Lagab, Hamza Yacine, Mohamed Amine Nehari et Nassim Saïdi, au contre-la-montre par équipes.

Lors de la première journée disputée dimanche, l'Algérie avait remporté trois médailles (2 or et 1 en bronze).

La première médaille d'or a été l'œuvre de la sélection algérienne féminine (seniors), composée du quatuor Nesrine



Houili, Yasmine El Medah, Khadija Araoui et Imene Malji, au contre-la-montre par équipes disputé sur une distance de 27 km, devant son homologue saoudienne (43m15sec15c), médaillée d'ar-

gent. De son côté, la sélection féminine juniors a décroché la médaille d'or au contre-la-montre par équipes grâce aux cyclistes Malak Mechab, Hania Belatrous, Yamna Bouikour, Sihem Bousbaa. Les

Algériennes ont franchi la ligne d'arrivée de la course longue de 27 km dans le temps de 43m 28sec 44c, devant la Tunisie (45m 54sec 85c) et les Emirats (48m 23sec 68c).

La médaille de bronze a été

remportée par la sélection algérienne masculine (juniors), composée d'Anes Riyahi, Bachir Chenafi, Djaoued Nehari, Ryad Bekhti et Nasrallah El Semiani, au contre-la-montre par équipes qui s'est déroulé sur un parcours de 54 km, réalisant un temps de 1h09m28sec. La médaille d'or est revenue aux Irakiens avec un temps de 1h08m41sec, devant le Maroc (1h08m55sec), médaillé d'argent. Les sélections algériennes de cyclisme (seniors, juniors et cadets) prennent part aux Championnats arabes de cyclisme sur route (toutes catégories) avec un effectif composé de 25 coureurs.

Le rendez-vous arabe de Ryadh enregistre la participation de 406 athlètes représentant 12 pays, à savoir, l'Arabie saoudite (pays hôte), l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Egypte, la Libye, les Emirats arabes unis, le Qatar, la Syrie, le Sultanat d'Oman, l'Iraq et Bahreïn.

HANDBALL - MONDIAL-2023

Le Danemark prend la 3^e place



Le Danemark a remporté la médaille de bronze du Mondial féminin, en battant la Suède (28-27) dimanche à domicile à Herning. Éliminées en demi-finales après prolongation par la Norvège (29-28), le Danemark, par l'intermédiaire de Kristina Jorgensen (5 buts et 3 passes décisives), Anne Mette Hansen (5 buts et 4 p.d.) et Louise Burgaard (2 buts), est parvenu à surmonter sa déception, terminant sur la troisième marche du podium d'un Mondial pour la deuxième fois de suite, après 2011. Les Suédoises manquent elles une nouvelle fois d'acquérir une médaille mondiale (elles n'ont été médaillées qu'en championnats d'Europe) après être pourtant passées en tête pour la première fois de la rencontre à 10 minutes de la fin (24-23).

Mais, poussées par leurs supporters dans la "Boxen" de Herning, les Danoises ont trouvé les ressources pour repasser devant après leur désillusion vécue vendredi, où elles s'étaient inclinées sur un but de la Norvégienne Henny Reistad à la dernière seconde de la prolongation.

La délivrance est venue de Mie Hojlund qui, d'un tir à neuf mètres, a repoussé les Suédoises à deux longueurs à 30 secondes de la fin (28-26).

BADMINTON - WORLD TOUR FINALS

Victoire d'Axelsen chez les messieurs et Tai chez les dames

Les World Tour Finals, disputées dimanche à Hangzhou (Chine) sous l'égide de la Fédération internationale (BWF) ont été remportées par le Danois Viktor Axelsen chez les messieurs et la Taïwanaise Tai Tzu-Ying chez les dames.

Le Danois de 29 ans, champion olympique en titre et actuel numéro un mondial, a dominé le Chinois Shi Yuqi en deux sets, dans un match pratiquement à sens unique : 21-11, 21-12.

Accessibles aux joueurs ou pairens les mieux classés dans chacune des disciplines du badminton, les World Tour Finals disposent d'une dotation totale de 2,5 millions de dollars (2,3 millions d'euros). "Je suis extrêmement fier et extrêmement fatigué", a déclaré après sa rencontre Viktor Axelsen, qui parle chinois couramment et a de nombreux supporters dans le pays asiatique. "Mon année a été extraordinaire. Elle a aussi été marquée par de grosses déceptions, comme l'Open d'Angleterre et les championnats du monde à domicile", a-t-il souligné. "Mais un grand sportif se relève d'expériences décevantes et c'est ce que j'ai réussi



à faire. J'ai remporté pour la première fois l'Open de Chine (...) et je gagne ici. J'ai gagné de grands titres, donc je ne peux pas être déçu de cette année" a-t-il ajouté. Chez les dames, la Taïwanaise de 29 ans, actuelle quatrième mondiale, a pris le dessus en trois sets sur l'Espagnole Carolina Marin : (12-21, 21-14, 21-18). L'Espagnole, ex-championne olympique, était la seule Européenne dans le top 10 mondial. "Je n'ai pas pu bien m'entraîner avant de venir. Donc ma préparation et mes performances ici n'ont pas été optimales", a déclaré Tai Tzu-Ying après sa victoire. "Mais quand j'ai vu l'excellente forme de Carolina Marin et de la Chinoise Chen Yufei, qui se sont affrontées

en demie, je me suis dit que je devais serrer les dents et faire mon possible pour pouvoir rivaliser." En double messieurs, les champions du monde sud-coréens Kang Min Hyuk et Seo Seung Jae sont venus à bout de la paire chinoise Liang Wei keng-Wang Chang en deux sets : 21-17, 22-20. Chez les dames, en double, les Chinoises Chen Qingchen et Jia Yifan ont disposé d'un autre duo sud-coréen, composé de Baek Ha-na et Lee So-hee : 21-16, 21-16. Dans la finale du double mixte, le duel sino-chinois a tourné à l'avantage de Zheng Siwei et Huang Yaqiong qui ont remporté la victoire face à leurs compatriotes Feng Yanzhe et Huang Dongping : 21-11, 21-18.

ATHLÉTISME - CROSS-COUNTRY - CHALLENGE DE LA SOUMMAM

La 42^e édition le 23 décembre à Boukhelifa

La 42e édition du Challenge National de Cross-country "La Soummam" se déroulera le samedi 23 décembre courant, dans la Commune de Boukhelifa, relevant de la Wilaya de Béjaïa, a appris l'APS dimanche auprès des organisateurs.

Une compétition d'envergure nationale, destinée aux athlètes et aux clubs régulièrement affiliés à la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) et particulièrement pour la saison 2023-2024.

Les épreuves seront réparties sur cinq catégories

d'âge, à savoir : celles des 12-13 ans, 14-15 ans, 16-17 ans, 18-19 ans, et celle des 20 ans et plus.

"Les clubs pourront engager jusqu'à six athlètes, mais seuls quatre seront comptabilisés au classement" a-t-on encore précisé de même source.

La distance à parcourir sera de 2 km pour les U14 (filles) et elle montera crescendo, en fonction de l'âge et du sexe, pour atteindre les 9.220 km chez les seniors (messieurs).

APS

LIGUE 1 MOBILIS Le choc CRB - CSC maintenu au samedi 22 décembre

La demande formulée par le CR Belouizdad, pour que son prochain match de championnat contre le CS Constantine soit avancé de vingt-quatre heures a été finalement rejetée par la Ligue de football professionnel, faisant que cette rencontre se jouera à la date initiale, soit le samedi 22 décembre à 18h00, au stade du 5-Juillet.

La direction du Chabab avait demandé à ce que ce match, comptant pour la onzième journée de Ligue 1 Mobilis, soit avancé au vendredi 21 décembre, pour bénéficier d'un peu plus de temps par rapport à son programme de préparation en prévision des échéances à venir.

Une requête qui a été finalement "rejetée, suite à l'incapacité du CSC de trouver de nouvelles places, pour effectuer le déplacement" si le match devait se jouer le vendredi.

Le CRB, club champion d'Algérie en titre, occupe actuellement la 10e place au classement général de la Ligue 1 Mobilis, avec treize points, alors que les Sanaïfirs sont deuxièmes, avec seize points.

Le Chabab compte cependant trois matchs en retard, en raison de sa participation à la Ligue des champions de la CAF, alors que le CSC n'en compte qu'un.

LIGUE 1 MOBILIS (SANCTIONS) L'US Souf écope d'un match à huis clos (LFP)

L'US Souf a écopé d'un match à huis clos pour "utilisation de fumigènes et jets de projectiles sur le terrain sans dommage physique (3e infraction)", a annoncé la Ligue de football professionnel (LFP) lundi dans un communiqué publié sur son site officiel.

Outre cette sanction, l'USS devra s'acquitter d'une amende de 200.000 dinars, en plus de 200.000 dinars pour "absence d'entraîneur en chef sur la main courante", précise la même source. Le maître à jouer du MC Alger Youcef Belaili a écopé d'une amende de 100.000 dinars pour " contestation de décision", alors que le club algérois s'est vu infliger 30.000 dinars d'amende pour "utilisation de fumigènes dans les tribunes." De son côté, le MCE El-Bayadh devra s'acquitter d'une amende totale de 70.000 dinars pour "conduite incorrecte de l'équipe" et "utilisation de fumigènes dans les tribunes." Enfin, le NC Magra a écopé de 200.000 dinars d'amende pour "absence d'entraîneur en chef sur la main courante."

LIGUE 1 MOBILIS - USM KHENCHELA Séparation à l'amiable avec l'entraîneur Nadir Leknaoui (club)



Le contrat liant l'USM Khencela (Ligue 1 Mobilis de football) à l'entraîneur Nadir Leknaoui a été résilié "par consentement mutuel des deux parties", indique un communiqué publié mardi par la direction du club.

La même source précise qu'après consultation de l'entraîneur Nadir Leknaoui par les membres du conseil d'administration du club au sujet de la situa-

tion de l'équipe, le coach a décidé de se retirer de la barre technique "pour le bien des deux parties".

Le communiqué ajoute que l'entraîneur-adjoint Abdeldjalil Louail, l'entraîneur des gardiens de but Allaoua Ayadi et le préparateur physique Abdallah Mansouri sont maintenant à leur poste et poursuivent normalement leur travail de préparation de la rencontre de la 11ème journée

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION AFRICAINE (GR.A/ 4^e) FUTURE FC-USMA Les Algérois pour valider leur billet aux quarts de finale

Le représentant algérien en Coupe de la Confédération africaine de football, l'USM Alger, sera en appel mercredi au stade Al-Salam du Caire face aux Egyptiens de Future FC (17h00), où il va batailler dur pour s'ouvrir la voie royale vers les quarts de finale, à l'occasion de la 4e journée (Gr.A) de la phase de poules.



taquant botswanais de l'USMA Tumisang Orebonye.

sera synonyme d'élimination précoce pour le représentant sud-africain. Les deux premiers du groupe se qualifient pour les quarts de finale.

Le point avant la 4e journée

Le point avant les matchs de la 4e journée (Gr.A) de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football, prévus mercredi :

Future FC (Egypte) - USM Alger (Algérie) 17h00
Supersport Utd (Afrique du Sud) - Al-Hilal Benghazi (Libye) 20h00

Classement :	Pts	J	Diff
1). USM A	9	3	+5
2). Future FC	6	3	+1
3). Al-Hilal Benghazi	3	3	-2
4). Supersport Utd	0	3	-4

Déjà joués :

Future FC - Supersport United 1-0
USM Alger - Al-Hilal Benghazi 2-0

Supersport - USM Alger 0-2

Al-Hilal Benghazi - Future FC 1-2

USM Alger - Future FC 1-0

Al-Hilal Benghazi - Supersport Utd 2-1

Reste à jouer :

5e journée (25 février) :

Supersport United (Afrique du Sud) - Future FC (Egypte)

Al-Hilal Benghazi (Libye) - USM Alger (Algérie)

6e et dernière journée (3 mars) :

Future FC (Egypte) - Al-Hilal Benghazi (Libye)

USM Alger (Algérie) - Supersport United (Afrique du Sud)

NB : Les deux premiers du groupe se qualifient pour les quarts de finale.

Le programme des matches

Programme des rencontres de la 4e journée de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football, prévues mercredi (heure algérienne) :

Groupe A :

Future FC (EGY) - USM Alger (ALG) 17h00
Supersport Utd (AFS) - Al-Hilal Benghazi (LYB) 20h00

Groupe B :

Sagrada (ANG) - Zamalek (EGY) 17h00

SOAR (GUI) - Abu Salim (LYB) 20h00

Groupe C :

Dreams (GHA) - Academica (ANG) 17h00

Club Africain (TUN) - Rivers Utd (NGA) 20h00

Groupe D :

Diables Noirs (COG) - RS Berkane (MAR) 14h00

Stade Malien (MLI) - Sekhukhune (AFS) 17h00

NB : les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale.

TOTTENHAM POSTECOGLOU PROMET DU JEU

Après une saison très compliquée marquée par le renvoi d'Antonio Conte, Tottenham prépare sa révolution. Dans son effectif, mais aussi dans sa volonté de proposer du jeu. C'est en tout cas le souhait du nouvel entraîneur des Spurs, Ange Postecoglou.

"Les gens veulent voir leur équipe marquer des buts, être excitante, ne pas en concéder, être agressive dans son approche, toutes ces sortes de choses que tout le monde recherche dans sa propre équipe de football. C'est ce que je veux essayer de fournir. La base de cela sera que nous voulons être une équipe qui gagne des choses et, en fin de compte, divertit nos fans", a indiqué le manager australien dans un entretien accordé au site du club londonien.

PSG

UN SIMPLE PASSAGE À VIDE POUR MBAPPÉ ?

Moins décisif et plus râleur ces dernières semaines, l'attaquant du Paris Saint-Germain Kylian Mbappé (24 ans, 21 matchs et 19 buts toutes compétitions cette saison) traverserait un simple passage à vide sur le terrain. Selon les informations de RMC Sport, le meilleur buteur de L1 n'est ni dépressif, ni en colère, simplement moins percutant, moins bon d'une manière générale.

Mbappé, qui n'a ainsi marqué qu'un but dans le jeu lors de ses 7 derniers matchs, pourrait accuser le coup d'une préparation tronquée, qui l'a vue intégrer le loft en début de saison. Sa mauvaise mine sur les terrains pourrait aussi témoigner une usure mentale, ou encore un simple trait de caractère. En tout cas, pas le signe d'un éventuel différend avec son entraîneur Luis Enrique, qui a réhabilité le "pivot gang" ces derniers matchs.

BAYERN MÜLLER A BIEN PROLONGÉ !

La belle aventure continue entre le Bayern Munich et Thomas Müller (34 ans, 18 apparitions et 2 buts toutes compétitions cette saison). Comme évoqué lundi, l'attaquant allemand a prolongé son contrat avec le club bavarois jusqu'en 2025. Le Rennardmeister n'a pas encore officialisé la nouvelle dans ses médias, mais cela ne devrait pas tarder. "C'est une question d'heures ou de jours avant que cela soit annoncé", a confié le président d'honneur du club, Uli Hoeness, à la télévision allemande.

Arrivé au Bayern Munich en 2000 et lancé chez les pros lors de la saison 2008-2009, le champion du monde 2014 semble bien parti pour réaliser sa carrière au sein d'un seul club.



MIAMI UN AMICAL CONTRE LES NEWELL'S OLD BOYS

L'Inter Miami, le club de Lionel Messi (36 ans), a annoncé un match amical de prestige dans le cadre de sa préparation à la saison 2024 de MLS. Le club floridien a en effet prévu, le 15 février, une rencontre contre les Argentins des Newell's Old Boys, l'équipe de Rosario dans laquelle la Pulga a évolué entre ses 7 et 13 ans, avant de filer au FC Barcelone. Deux semaines plus tôt, la franchise américaine aura disputé la Riyad Season Cup contre Al-Hilal puis Al-Nassr.

BARCELONE LAPORTA ÉVOQUE UNE RECRUE AU MILIEU

En difficulté avec le fair-play financier de la Liga, le FC Barcelone pense tout de même recruter cet hiver. Le président Joan Laporta estime que le club catalan pourra conclure l'arrivée d'un milieu en prêt. "Si nous parvenons à obtenir de la marge avec le fair-play financier, l'idée c'est de recruter un milieu pour compenser l'absence de Gavi d'une manière ou d'une autre", a confié le dirigeant à l'agence de presse EFE. Ce serait un prêt jusqu'à la fin de la saison, comme nous l'avions fait il y a longtemps avec Edgar Davids (2003-2004) par exemple. Grâce à une série d'opérations en cours, je pense que nous aurons de la marge avec le fair-play financier." Laporta a également confirmé l'arrivée de l'attaquant brésilien Vitor Roque (18 ans) en provenance de l'Athletico Paranaense.

MAN UTD VARANE ESPÈRERAIT PROLONGER

Alors que le défenseur central Raphaël Varane (30 ans, 9 matchs et 1 but en Premier League cette saison) se trouve en fin de contrat cet été avec Manchester United, le Français aimeraient prolonger jusqu'en 2025. Selon le Manchester Evening News, l'ancien joueur du Real Madrid espère que son club activera la clause qui permet d'étendre son bail de 2024 à 2025.

En effet, lorsque Varane a signé son contrat en 2021, il s'est engagé pour trois saisons plus une en option, même si les Red Devils avaient directement communiqué un contrat de quatre ans. En difficulté ces dernières semaines, le défenseur formé au RC Lens a livré une excellente copie contre Liverpool (0-0) dimanche.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Mourad Cherbal

Directeur de publication
Smail Oulebsir

Délégué de la rédaction

Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION
« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknou - Alger TÉL. : 023.38.47.97 »
FAX : 023.38.47.95 E-MAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknou - Alger TÉL. : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.73.76.78 / 021.73.71.28 / 021.74.99.81 - FAX : 021.73.95.59
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz

ALGÉRIE - KOWEÏT

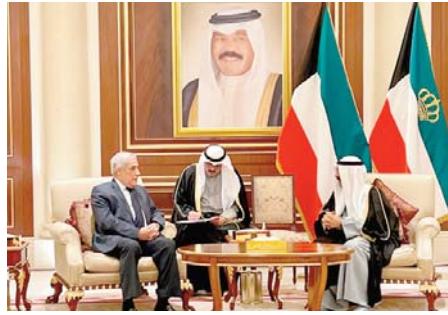
Le Premier ministre transmet les condoléances du président de la République à l'Emir de l'Etat du Koweït

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui a transmis, lundi, les condoléances du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à son frère, l'Emir de l'Etat du Koweït, Son Altesse Cheikh Meshaal al-Ahmad al-Jaber al-Sabah, suite au décès de Cheikh Nawaf al-Ahmad al-Jaber al-Sabah, indique un communiqué des services du Premier ministre.

« Représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, est arrivé, ce jour, au Koweït accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, où il a été reçu par l'Emir de l'Etat du Koweït, Son Altesse Cheikh Meshaal al-Ahmad al-Jaber al-Sabah », précise le communiqué.

Le Premier ministre a transmis "les condoléances du président de la République à son frère suite au décès du regretté Cheikh Nawaf al-Ahmad al-Jaber al-Sabah".

A cette occasion, l'Emir de l'Etat du Koweït a exprimé "ses vifs remerciements et son estime pour le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et au peuple algérien pour leurs condoléances et leur sincère sympathie dans cette douloureuse épreuve", saluant "les relations privilégiées entre les deux pays frères et rappelant sa participation au Sommet arabe tenu à Alger et le rôle important du président de la République dans le succès de cette rencontre", conclut la même source.

**3^e ÉDITION DE LA CONFÉRENCE ALGÉRIENNE SUR L'INVESTISSEMENT
L'amélioration du climat des affaires en Algérie mise en avant**

Les participants aux travaux de la 3^e édition de la conférence algérienne sur l'investissement (Algérie Investment Conference -AIC) qui ont débuté lundi à Alger, ont relevé l'amélioration du climat des affaires en Algérie, à la faveur des mesures et textes législatifs favorisant l'investissement dans le pays.

Dans ce cadre, l'expert économique et membre du groupe de réflexion Filaha Innov (GRFI), Mohamed-Cherif Belmihoub, a souligné que "l'Algérie est le pays le mieux équipé sur le plan énergétique", ce qui encourage les investissements tout autant que les lois qui répondent aux attentes des investisseurs.

Intervenant lors d'un panel intitulé: "Stimuler les investissements: Renforcer l'attractivité pour les investissements étrangers et locaux en Algérie", l'ex ministre délégué chargé de la Prospective a estimé que ces facteurs ont contribué à l'amélioration du climat des affaires en Algérie.

M. Belmihoub a jugé nécessaire de poursuivre les efforts visant à accroître l'attractivité de l'Algérie en terme d'investissements, à travers la ré-industrialisation du pays, l'encouragement de l'innovation ou encore l'augmentation d'utilisation des capacités de production.

Pour sa part, le vice-président de Tosyali

Algérie, Alp Topcuoglu, a affirmé lors d'un panel sous le thème : "Opportunités commerciales globales et transformations locales en Algérie", qu'"il y a un climat très favorable pour investir", en Algérie, d'autant plus que "le gouvernement fait tout pour promouvoir l'investissement dans le pays, que ce soit sur le plan législatif, en protégeant notamment les investisseurs, ou financier".

Pour preuve, "Tosyali n'a pas arrêté d'investir depuis 2011 en réinvestissant les bénéfices du groupe en Algérie et nous continuerons à le faire", a-t-il assuré, estimant que "l'industrie en Algérie va se développer avec un effet de boule de neige".

M. Topcuoglu a annoncé, à l'occasion, la mise en service partielle du nouveau projet de production d'acier plat "à partir du mois de juin", cette première phase du projet permettra "de produire 3 millions de tonnes d'acier, tout en permettant de tripler les revenus de l'export grâce à la mise sur le marché de produits avec une plus grande valeur ajoutée".

Le responsable a évoqué, en outre, le projet de production d'hydrogène et son transport vers le complexe de Tosyali, qui sera réalisé en collaboration avec le ministère de l'Energie et des Mines. L'Algérie Investment

Conference "AIC" qui se tient lundi et mardi est organisée en partenariat avec l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI) et placée sous le parrainage des ministères de l'Industrie et de la Production pharmaceutique ainsi que celui de l'Agriculture et du Développement rural.

Cette conférence intervient au moment où l'Algérie revient sur le plan régional et continental, en qualité de locomotive économique, mais également partenaire de choix pour contribuer grandement à la mise en œuvre effective des accords de la Zone de libre-échanges continentale africaine (Zlecraf), a indiqué l'organisateur de cet événement, Rassim Benghamem.

Il a précisé à ce titre que "l'Algérie offre des secteurs diversifiés tels que l'énergie, les infrastructures, les nouvelles technologies et l'agriculture, tous propices à des investissements fructueux".

Cette conférence vise, selon les organisateurs, à promouvoir l'Algérie en tant que destination d'investissement, ainsi que les avantages qu'elle offre dans ce cadre et d'exposer à un nombre important d'investisseurs, nationaux et étrangers, les secteurs de développement dans lesquels l'Algérie projette d'être leader dans le Maghreb et sur le continent africain.

ALGÉRIE - CHINE

Commémoration du 40^e anniversaire de la coopération algéro-chinoise dans le domaine de l'industrie de défense (MDN)

Le Général-major Seddiki Ismail, Chef du département organisation et logistique de l'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a supervisé, lundi au niveau du musée central de l'Armée, l'ouverture officielle d'une manifestation commémorant le 40e anniversaire de la coopération bilatérale algéro-chinoise dans le domaine de l'industrie de défense, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Dans le cadre de la commémoration du 40e anniversaire de la coopération bilatérale algéro-chinoise dans le domaine de l'industrie de défense, le Général-major Seddiki Ismail, Chef du département organisation et logistique de l'Etat-major de l'ANP, a supervisé aujourd'hui, lundi 18 décembre 2023, l'ouverture officielle d'une manifestation commémorant cet anniversaire au niveau du musée central de l'Armée en la Région militaire, et ce, en présence d'officiers généraux de l'Etat-major de l'ANP et du ministère de la Défense nationale, des représentants de quelques départements ministériels, ainsi que de membres de la délégation chinoise conduite par le Général-major Fan Jianjun, directeur de la coopération des matériels et de la technologie au sein du département de développement des équipes

ments de la Commission militaire centrale et de l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie", précise la même source.

À l'entame, le Général-major Seddiki Ismail a prononcé une allocution dans laquelle il a mis l'accent sur "l'importance de développer et de diversifier les domaines de l'industrie de la défense à travers cette coopération bilatérale" avant d'annoncer l'ouverture officielle de cet événement.

Le développement de l'industrie de la défense constitue un impératif pour préserver la souveraineté des Etats et protéger leurs citoyens, ce qui nécessite d'établir des plans étudiés à court, à moyen et à long termes et mettre en place un véritable environnement industriel et une volonté efficace de tous les acteurs afin d'atteindre les objectifs souhaités et créer une activité industrielle militaire diversifiée, conforme aux exigences d'aujourd'hui", a-t-il ajouté. "Enfin, et au nom du Général d'Armée, Chef d'Etat-major de l'ANP, je déclare l'ouverture officielle de la commémoration du 40e anniversaire de la coopération algéro-chinoise dans le domaine de l'industrie de la défense", a-t-il mentionné.

Pour sa part, et dans son allocution de bienvenue, le Général directeur des fabrications

militaires au ministère de la Défense nationale a mis en avant "les avantages de la coopération algéro-chinoise dans le domaine de l'industrie de défense".

Je ne manquerai pas, en cette occasion, d'exprimer dans les termes les plus cordiaux la bienvenue pour votre présence aujourd'hui à cette importante manifestation commémorant le 40e anniversaire de la coopération algéro-chinoise dans le domaine de l'industrie de défense. Un événement phare reflétant la profondeur des relations historiques entre les deux pays, en particulier dans le domaine des industries militaires qui, au cours des 40 dernières années, a été marqué par la pose de la première pierre de nombreuses plateformes industrielles importantes équipées des dernières technologies et dans divers domaines, notamment les constructions et les industries mécaniques", a-t-il ajouté.

Le Chef de délégation chinoise a salué "cette initiative qui reflète l'excellence des relations entre l'Algérie et la Chine".

Il a également salué "le niveau atteint par la coopération entre les armées des deux pays dans l'industrie de la Défense, ce qui appelle à œuvrer davantage pour diversifier les volets de cette coopération et son élévation à des ni-

ALGÉRIE - NIGERIA
Le projet du gazoduc transsaharien réalise un "progrès significatif" (MAE du Nigeria)

Le ministre nigérian des Affaires étrangères, Yusuf Tuggar a affirmé, lundi à Oran, que le projet du Gazoduc transsaharien (TSGP) reliant le Nigeria et l'Algérie, en passant par le Niger, réalise des "progrès significatifs et notables".

Dans une déclaration à la presse en marge du 10^e séminaire de haut niveau sur la sécurité et la paix en Afrique, clôturé lundi, M. Tuggar a indiqué que des "progrès significatifs et notables" ont été réalisés dans le cadre du projet de ce gazoduc dans les régions algérienne et nigériane.

Il a, en outre, rappelé que l'Algérie et le Nigeria sont considérés parmi les plus importants pays producteurs de gaz, ajoutant que l'Europe a besoin de cette énergie, ce qui constitue une "opportunité" pour l'Algérie, le Nigeria et le Niger.

Le projet du TSGP relie les trois pays sur une longueur de 4.128 km, dont 1.037 km en territoire nigérian, 841 km au Niger et 2.310 km en Algérie, en raccordant les champs gaziers du Nigeria (à partir de Wari sur le fleuve du Niger, au réseau algérien pour écouler la production gazière nigériane notamment sur les marchés européens.

Ce projet bénéficiera des opportunités offertes par l'Algérie en matière d'infrastructures, notamment le réseau de transports, les complexes de gaz naturel liquéfié (GNL) et les infrastructures de pétrochimie ainsi que la position géographique proche des marchés de gaz.

En février 2022, l'Algérie, le Niger et le Nigeria ont affirmé leur engagement à concrétiser ce projet stratégique, lors d'une réunion à Niamey regroupant les ministres chargés du secteur de l'énergie dans les trois pays, à l'issue de laquelle une feuille de route a été mise en place.

Un mémorandum d'entente a été signé à Alger en juillet 2022 portant sur la concrétisation du projet du Gazoduc transsaharien (TSGP).

Les trois pays ont affiché, à l'occasion, leur détermination à relancer les études et les différents programmes tracés dans ce cadre.

veaux supérieurs". Cette commémoration a été marquée par un programme "riche et varié" dont plusieurs exposés animés par les responsables d'entreprises industrielles relevant du ministère de la Défense nationale et des représentants de la délégation chinoise, indique le communiqué.

Les participants ont également suivi deux films documentaires sur l'histoire de la coopération bilatérale entre les deux pays dans le domaine de l'industrie de défense avant l'inauguration d'une exposition consacrée à cet anniversaire, comprenant "plusieurs espaces dédiés aux entreprises leaders dans le domaine des industries militaires, où divers modèles d'armes, de munitions militaires, de pièces mécaniques et différents produits réalisés par ces entreprises ont été exposés".

Les participants ont, en outre, assisté à une exposition de photographies "retracant l'histoire de la coopération bilatérale algéro-chinoise dans le domaine de l'industrie de défense".

Il est à signaler que cette exposition "est ouverte aux visiteurs du musée central de l'Armée et se poursuivra jusqu'au mercredi 20 décembre 2023", conclut le communiqué.

APS